



SOUFIANE DJILALI À LA NATION ET EL HOURIA

Il faut "pousser le pouvoir à assumer les vraies réformes"

«Nous sommes condamnés à trouver les bonnes solutions»

P4/5

PROTECTION CIVILE

69 décès par noyade depuis le 1er juin 2020

P16



ECONOMIE ALGÉRIENNE

Croissance négative à -3,9% au 1er trimestre 2020

P2



Régions

ALGER

Le marché communal Ferhat-Boussaad fermé

P7

SÉTIF/AÏD EL ADHA

Le dilemme du rituel du sacrifice au temps du coronavirus

P6

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

605 nouveaux cas et 10 décès en Algérie

P3

SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE

Le Comité scientifique en conclave aujourd'hui

P3

DÉCÈS D'UN ALGÉRIEN EN BELGIQUE

Les autorités belges officiellement saisies

P3

UNIVERSITÉS

La date de reprise "sera fixée par les recteurs"

P2



Brèves

COOPÉRATION

La Turquie fait don de 8 tonnes de matériel médical à l'Algérie

L'Algérie a reçu hier un don de huit (8) tonnes de matériels médicaux de la Turquie, constitué essentiellement d'appareils respiratoires, destinés à concourir à l'effort national de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19). Dans une déclaration à la presse au siège de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) où le don a été réceptionné, l'ambassadrice de la Turquie en Algérie, Mahmur Ozdemir Goktas, a indiqué que ces appareils, au nombre de 25, sont une "pure fabrication turque et peuvent être utilisés à long terme".

Le don est composé également, a-t-elle fait savoir, de thermo-cycleurs pour PCR, de masques 3 plis, de masque de protection FFP2 et de combinaisons avec caagoules. "L'Algérie est un pays frère et nous avons une histoire et une tradition commune. Et c'est dans le cadre de la solidarité et avec honneur, que nous faisons don de ce matériel médical pour vous accompagner dans votre lutte contre le coronavirus", a-t-elle déclaré, lors d'un point de presse commun avec le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderahmane Benbouzid, signalant que "l'Algérie et les Etats-Unis sont les seuls pays à avoir reçu de la Turquie des aides de cette nature".

Accompagné lors de cette sortie du ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, le Pr Ismail Mesbah, le ministre de la Santé a souligné, pour sa part, la relation "fraternelle" qu'entretient l'Algérie avec la Turquie, qui s'est consolidée avec "cette aide précieuse de moyens de protection mais surtout par des appareils respiratoires du type que nous souhaitons et qui aident les personnes en souffrance respiratoire". Il a évoqué, à cette occasion, la possibilité de développer un axe de collaboration avec la Turquie afin de se procurer notamment d'autres appareils respiratoires, des appareils PCR pour test et des combinaisons. Le ministre a précisé que ces dons seront acheminés à travers les différents wilayas et ce, en fonction de la demande et des études établies par les directions régionales de la santé. M. Benbouzid a fait savoir, à ce propos, qu'un avion a décollé hier matin pour distribuer les dons à Tamanrasset et In Salah.

APS

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Tebboune présidera aujourd'hui un Conseil des ministres

Le Conseil des ministres tiendra sa réunion périodique aujourd'hui, par visioconférence, sous la présidence d'Abdelmadjid Tebboune, a annoncé hier 25 juillet 2020 un communiqué de la Présidence de la République. L'ordre du jour comprend un certain nombre de points liés à la reprise et au développement des activités sectorielles dans le cadre de la nouvelle approche de la relance économique et sociale. L'examen du cahier des charges relatif à la réorganisation des activités industrielles, l'étude d'un rapport sur l'évaluation des répercussions économiques et sociales de la pandémie du Coronavirus, ainsi que l'évolution de la situation sanitaire dans le pays seront également à l'ordre du jour, précise le même communiqué. Le Conseil des ministres examinera aussi un projet d'ordonnance modifiant et complétant le code pénal pour protéger le corps médical, les usagers de la santé, et les moyens de les protéger contre le risque épidémique.

APS

ALGÉRIE-ÉCONOMIE

Croissance négative à -3,9% au 1er trimestre 2020

L'Algérie a enregistré une croissance économique négative de -3,9% au 1er trimestre 2020, contre une croissance positive (+1,3%) à la même période de 2019, a indiqué l'Office national des statistiques (ONS), qui précise que cette baisse "conséquente" a été aggravée par la crise sanitaire mondiale (Covid-19).

Quant au taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) hors hydrocarbures, il a été de -1,5% sur les trois premiers mois de l'année en cours, contre +3,6% à la même période de l'année précédente, indiquent les données provisoires de l'ONS. Le premier trimestre de 2020 a été caractérisé, selon la même source, par des accroissements négatifs, notamment dans les secteurs des hydrocarbures, les services marchands (les transports et communications, le commerce, les services fournis aux entreprises et aux ménages, ainsi que les hôtels-café-restaurants) et les services non marchands (les affaires immobilières, les services financiers et les administrations publiques). En effet, le secteur des hydrocarbures a connu une croissance négative de (-13,4%), contre (-7,1%) à la même période de l'année dernière.

Les prix des hydrocarbures ont connu de leur côté une forte diminution de 16,9%, ce qui implique une baisse nominale de 28% de la valeur ajoutée du secteur contre une diminution de 8% à la même période de l'année précédente, précisent les données de l'Office.

Les services marchands ont enregistré pour la première fois une baisse de (-2,8%) contre une hausse de (+5,0%) durant la même période de comparaison. Cette baisse de croissance s'explique, essentiellement, par des baisses de la valeur ajoutée des différents sous-secteurs. Il s'agit, notamment, des transport et communications (-4,8% contre +5,3%), hôtels, cafés et restaurants (-2,7% contre +5,5%), commerce (-1,5% contre +4,8%) et enfin les services fournis aux ménages (-1,8% contre +3,8%). Cette tendance a caractérisé, aussi, les services non



marchands avec une baisse de croissance de (-1,6%) contre (+1,8%), détaille l'Office. Cette baisse est due principalement à une baisse de 2% de la valeur ajoutée des administrations publiques contre une hausse de 1,7%. Le secteur de l'Industrie a également enregistré une croissance négative de (-0,5%) au 1er trimestre 2020 contre une performance de 4,9% à la même période de 2019.

A l'exception des industries agroalimentaires et des industries diverses, l'ensemble des sous-secteurs sont affectés par des évolutions négatives de croissance. L'activité économique a connu, durant le 1er trimestre, "une baisse conséquente", souligne l'organisme des statistiques, qui précise que cette situation a été "aggravée, notamment au fin de trimestre, par la crise sanitaire mondiale" du Covid-19.

Taux de croissance positifs pour l'agriculture et le BTPH

En revanche d'autres secteurs ont enregistré des taux de croissance positifs, il s'agit de l'agriculture et du BTPH (bâtiment, travaux publics et hydraulique). Le secteur de l'agriculture, sylviculture et pêche a enregistré un taux de croissance +2,3% contre +2,7%. Le secteur du BTPH a, lui aussi, connu une croissance de +0,8% durant le 1er trimestre de l'année en cours contre +2,9% les trois premiers mois de 2019. Pour les industries agroalimentaires, elles ont connu une croissance positive de 2,6% contre 2,7% à la même période de comparaison. Par ailleurs, l'ONS a relevé qu'en valeurs courantes, le PIB a affiché durant le 1er trimestre 2020 une diminution de 5,3% contre une hausse de 2,8% sur la même période en 2019. Par ailleurs, il a indiqué que la formation brute du capital fixe en volume (l'Investisse-

ment) a enregistré une "importante" baisse de 5% les trois premiers mois 2020 contre un accroissement de 5,1% à la même période de l'année d'avant. "Cette forte baisse de l'investissement est expliquée par le ralentissement de l'activité économique et aggravée par la crise sanitaire (Covid-19) qui a conduit à l'arrêt de certains chantiers, notamment, de la construction durant le mois de mars dernier", relève L'ONS. En effet, les échanges extérieurs de marchandises et de services sont également caractérisés par une baisse en volume de 16,3% pour les importations et de 11,8% pour les exportations durant le 1er trimestre 2020 et par rapport à la même période en 2019. Durant l'année 2019, la croissance économique de l'Algérie a atteint 0,8% et le taux de croissance du PIB hors hydrocarbures, il a été de 2,4%.

R.N

UNIVERSITÉS

La date de reprise "sera fixée par les recteurs"

La date de la reprise progressive des cours de l'année universitaire 2020/2021 à partir de septembre "sera laissée à l'appréciation des recteurs qui devront prendre en considération la situation épidémiologique dans chaque wilaya et chaque région", a indiqué hier, à partir de Skikda, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane.

"Un protocole pour la reprise progressive des cours universitaires a été mis en place en coor-

dination avec le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière", a précisé le ministre en marge d'une visite d'inspection dans la wilaya de Skikda, rappelant que la rentrée universitaire "a été fixée au 23 août prochain, tandis que les cours devraient reprendre progressivement au gré de l'évolution de l'épidémie du coronavirus." Le ministre a affirmé, à ce propos, que "la protection de la santé de la famille universitaire est au centre des préoccupations de la tutelle,"

tout en insistant sur "le rôle primordial du partenaire social dans la lutte contre la propagation de l'épidémie à travers son implication dans le travail de sensibilisation." Faisant part de son souhait de voir la situation épidémiologique s'améliorer avant le début de la prochaine rentrée universitaire, Abdelbaki Benziane a souligné que "le ministère de l'Enseignement supérieur s'adapte et suit avec minutie l'évolution de cette crise sanitaire."

R.N

BOUMERDÈS

Confinement de 306 Algériens rapatriés du Canada

Un total de 306 ressortissants algériens rapatriés du Canada, hier, ont été placés en confinement au niveau de la résidence officielle de l'Institut algérien du pétrole (IAP) de la ville de Boumerdès, a-t-on appris auprès du responsable de la cellule de communication de la direction de la santé et de la population de la wilaya. "Ces ressortissants bloqués au Canada ont été rapatriés au titre des mesures de prise en charge des algériens coincés à l'étranger en raison de la pandémie du nouveau coronavirus", a indiqué à l'APS, Mohamed Barki. Ils

ont été accueillis à l'aéroport international Houari-Boumediène (Alger), d'où ils ont été transportés, par bus publics, jusqu'à la résidence de l'Institut algérien du pétrole (IAP) de Boumerdès, "où ils seront placés en confinement durant 14 jours pour assurer leur protection (et celle des leurs) contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19)", a-t-il assuré. Selon le même responsable, la wilaya de Boumerdès a accueilli, dans la nuit de vendredi, près de 300 autres ressortissants algériens rapatriés de France, pris en charge au niveau d'un complexe touristique privé de

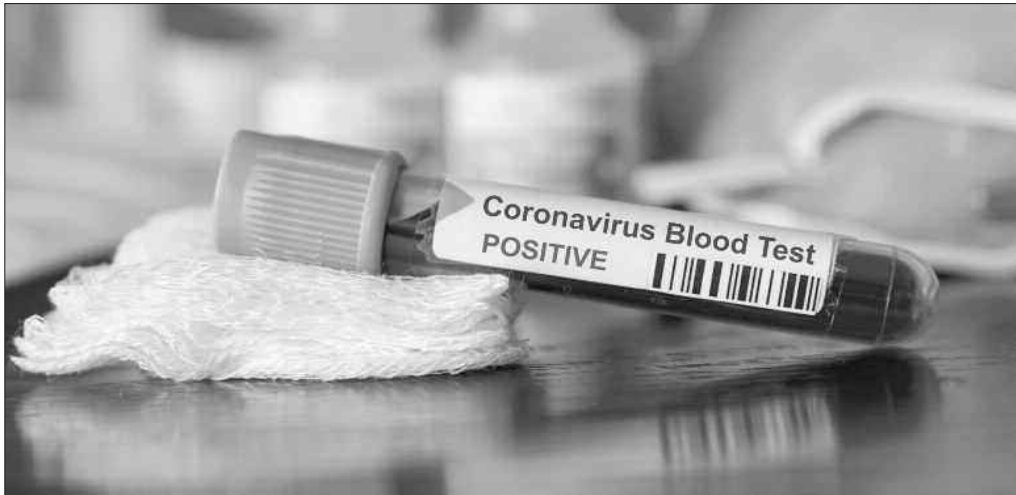
Zemmouri EL Bahri (à l'est de la wilaya), toujours au titre des mêmes mesures prises par les autorités publiques pour assurer la prise en charge des Algériens bloqués dans différents pays étrangers, en raison de la pandémie de la Covid-19, a-t-il indiqué. "La wilaya a mobilisé tous les moyens matériels et humains nécessaires pour assurer l'accompagnement, l'hébergement et une bonne prise en charge médicale de ces ressortissants algériens", a affirmé la directrice de la santé de la wilaya, Laila Fatiha.

R.N

SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE

Le Comité scientifique en conclave aujourd'hui

L'échéance du confinement partiel arrive à son terme. Le Comité scientifique de suivi de la pandémie du coronavirus se réunira aujourd'hui sous la présidence du ministre de la Santé dans le but d'évaluer la situation épidémiologique dans le pays et de faire des propositions au gouvernement. Ce dernier est appelé à prendre des décisions au plus tard demain.



Selon le Dr Bekkat Berkani, cette réunion intervient à la suite de l'augmentation ces derniers jours du nombre de contaminations par le virus. Lors de cette réunion périodique, ajoute le Dr Berkani, seront identifiées les causes du rebond du nombre de contaminations et les mesures à prendre pour protéger la vie des citoyens. Les membres du Comité scientifique évoqueront également les derniers développements de la recherche du vaccin anti-covid-19 dans différents pays leaders dans le domaine de la médecine, a précisé Dr Bekkat Berkani. Il a ajouté que les conditions de travail des personnels de santé à travers les établissements sanitaires du pays et la disponibilité des moyens pour une meilleure prise en charge des malades du coronavirus seront également évoquées lors de la même réunion. La situation est difficile, à la limite de l'intenable : augmentation de nombre de contaminations, équipes médicales débordées, hôpitaux au bord de l'asphyxie. D'autant plus que la fête de l'Aïd El

Kebir approche à grand pas avec ce que cela suppose comme problèmes sanitaires. Les professionnels de la santé multiplient, depuis plusieurs jours, les alertes. Selon le Dr Mohamed Yousfi, chef du service des maladies infectieuses de l'EPH de Boufarik, « S'il n'y avait pas cette forte circulation, on n'aurait pas eu cette augmentation des cas positifs par jour. Un phénomène qui touche de plus en plus de wilayas. Et à l'intérieur de ces wilayas, l'épidémie touche pratiquement tous les quartiers. Au sein des familles, de plus en plus de membres sont touchés », a-t-il déclaré à TSA. De son côté, le Pr Idir Bitam, expert des maladies transmissibles et des pathologies tropicales, affirme qu'« Il y a beaucoup de porteurs sains qui transportent le virus et le dispersent. Le problème est que ces personnes ne le savent pas et, du coup, elles sont en contact avec leurs enfants, parents et grands-parents », ce qui favorise la circulation du virus, explique-t-il. « Depuis bientôt deux mois, on a remarqué que les contaminations sont intrafamiliales. Le mode

de contamination a changé. Les gens contaminent leurs propres familles », remarque Pr Bitam qui relève aussi de plus en plus de « contaminations intrahospitalières ». Que faut-il faire ? Des mesures plus strictes se décident partout dans le monde. En Algérie, les avis sont partagés : il y a ceux qui réclament depuis toujours un confinement total, une sorte de quarantaine empêchant tout contact des foyers de contaminations avec le reste du monde jusqu'à la fin de l'épidémie. Pour d'autres, cette démarche ne sert à rien maintenant après que le virus s'est propagé et sa circulation s'est rendue libre par notre laxisme. Le 16 juillet, le Premier ministre a annoncé le prolongement des mesures de confinement partiel à domicile appliquées aux 29 wilayas de 20h jusqu'au lendemain 5h pour 10 jours supplémentaires. Les déplacements entre différentes régions du pays sont appelés à se multiplier à l'occasion de l'Aïd. Des milliers de familles seront tentées de faire le voyage même si les autorités décident de prolonger la restriction.

Abir Najri

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

605 nouveaux cas et 10 décès en Algérie

Six-cent-cinq (605) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 383 guérisons et 10 décès ont été enregistrés en Algérie, a indiqué hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 26764, dont 605 nouveaux cas, soit 1,4 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures,

et celui des décès à 1 146 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 18 076, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. En outre, 28 wilayas ont recensé moins de dix (10) cas durant ces dernières 24 heures, tandis que 20 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 63 patients sont actuellement en soins intensifs, a égale-

ment fait savoir Dr Fourar. Enfin, le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques. Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

FRANCE

L'Algérie classée en zone rouge

Le gouvernement français a classé, depuis vendredi, l'Algérie « zone rouge », parmi les seize pays dont la situation épidémiologique est jugée inquiétante. Les seize pays ont en commun d'enregistrer actuellement une forte hausse des contaminations. À compter du 1er août au plus tard, les voyageurs en provenance de ces pays seront soumis à des tests Covid-19 obligatoires. Ils devront présenter un test négatif ou subir un dépistage à leur arrivée à l'aéroport. Les cas positifs au coronavirus seront automatique-

ment placés en quarantaine pour une période de 14 jours. La liste comprend : les États-Unis, les Émirats arabes unis, Bahreïn, Panama, Afrique du Sud, Koweït, Qatar, Israël, Brésil, Pérou, Serbie, Algérie, Turquie, Madagascar, Inde et Oman, selon Matignon. Pour l'heure, l'Algérie est le seul pays du Maghreb qui figure sur cette liste. Le Maroc, autre pays du Maghreb où les contaminations restent à des niveaux élevés, a été initialement cité comme faisant partie de la liste par une source gouvernementale. Mais, selon Mati-

gnon, le pays n'y figure pas « pour l'instant ». « C'est en discussion », a précisé le gouvernement français hier. En plus des tests covid-19 obligatoires, la frontière « est fermée » avec les seize pays de la liste rouge, a précisé le gouvernement français. « La seule circulation des passagers concerne des citoyens français qui résident dans ces pays ou des citoyens de ces pays qui disposent d'une résidence stable en France », a ajouté le Premier ministre français.

Aziz T.

Brèves

DÉCÈS D'UN ALGÉRIEN EN BELGIQUE

Les autorités belges officiellement saisies

La représentation de l'Etat algérien à Bruxelles a « saisi officiellement » les autorités compétentes du Royaume de Belgique afin d'obtenir des informations « exhaustives et détaillées » sur les circonstances exactes de l'arrestation et du décès du jeune Akram, survenu à Anvers le 19 juillet dernier, a affirmé vendredi l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, Amar Beliani. Selon ce dernier, « des démarches similaires ont été entreprises aussitôt auprès du procureur du Roi au niveau du parquet d'Anvers et de la juge d'instruction chargée de diligenter l'enquête judiciaire pour demander à ce que la représentation de l'Etat algérien à Bruxelles soit pleinement informée des investigations en cours afin d'éclaircir et dissiper les zones d'ombre que j'avais évoquées le lundi 21 juillet, au lendemain du décès de notre compatriote qui est intervenu dans des conditions suspectes et troubles ». Il a rappelé, à ce titre, que les représentations diplomatique et consulaire de l'Algérie à Bruxelles ont exprimé « une demande et formulé nos attentes afin qu'une enquête approfondie puisse se dérouler, dans la sérénité et la transparence la plus totale, pour déterminer d'éventuels dysfonctionnements, puisque le Comité P de la police belge a été saisi pour se pencher sur cette affaire conformément à son mandat de contrôle et d'inspection du fonctionnement des services de police ». « Nous poursuivons notre accompagnement et notre soutien résolu de la famille du défunt dans cette douloureuse épreuve, en relation avec l'avocat de la partie civile, afin que justice soit rendue et que toute la vérité soit faite au sujet de cette tragique affaire qui a suscité l'émotion et la compassion tant en Algérie qu'après de notre communauté établie en Belgique », a-t-il ajouté.

R.N.

ALGÉRIENS BLOQUÉS À L'ÉTRANGER

2 vols programmés vers Moscou et Amman

Deux vols au départ d'Alger vers Moscou (Russie) et Amman (Jordanie) sont programmés le 27 juillet prochain par la compagnie aérienne nationale Air Algérie au profit des résidents algériens et étrangers bloqués en Algérie, a indiqué hier à l'APS, le porte-parole de la compagnie nationale, Amine Andaloussi. Ces deux vols prévus vers les capitales russe et jordanienne, pour transporter les résidents algériens et les étrangers bloqués en Algérie suite aux procédures de confinement liées à la pandémie Covid-19, interviennent après les six premières destinations programmées visant à transporter des résidents algériens et des étrangers, restés bloqués en Algérie. Ces six destinations internationales ont ainsi été desservies au départ d'Alger selon un programme étalé entre le 23 et le 26 juillet courant au profit des ressortissants, des résidents et des détenteurs de visa type D pour l'espace Schengen qui sont restés bloqués en Algérie à cause de cette pandémie. Il s'agit des destinations suivantes : Alger-Rome le 23 juillet, Alger-Bruxelles le 24 juillet, Alger-Frankfurt le 24 juillet, Alger-Mascate (Oman) le 25 juillet, Alger-Doha (Qatar) le 25 juillet et Alger-Le Caire le 26 juillet. Selon Air Algérie, tous les ressortissants qui prennent ces vols à partir d'Alger doivent impérativement remplir les conditions d'entrée aux pays de destination en consultant les sites web gouvernementaux de ces mêmes pays. Ces opérations, qui entrent dans le cadre des vols de rapatriement opérés par Air Algérie, vont rapatrier à leur arrivée dans ces villes (Rome, Bruxelles, Frankfurt, Mascate, Doha et Le Caire) un nombre de ressortissants algériens qui sont restés bloqués dans ces pays à cause du Covid-19. Il a tenu à rappeler que ces opérations s'inscrivent dans le cadre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant le rapatriement de tous les ressortissants algériens bloqués dans différents pays. Par ailleurs, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif, avait fait état jeudi du rapatriement de 3 699 citoyens sur un total de 9 000 concernés par la deuxième opération, entamée le 20 juillet en cours. Selon lui, au 23 juillet, ces citoyens ont été rapatriés du Royaume d'Arabie Saoudite, de France, d'Espagne et d'Italie. Il a rappelé, dans ce sens, que la première opération, organisée entre mars et juin derniers, avait permis le rapatriement de 13 841 citoyens bloqués à l'étranger. A noter que hier, un vol de rapatriement de 272 ressortissants algériens depuis la Malaisie est attendu à l'aéroport international Mohamed-Boudiaf de Constantine. Pour rappel, l'espace aérien algérien demeure fermé depuis le 19 mars dernier dans le cadre des mesures préventives prises à la suite de la propagation du Coronavirus (Covid-19).

R.N.

SOUFIANE DJILALI À LA NATION ET EL HOURIA

“Il faut pousser le pouvoir à assumer les vraies réformes”

“ Nous sommes condamnés à trouver les bonnes solutions ”

Il faut du temps au temps, semble dire Soufiane Djilali, président du parti «Jil Jadid». Pour lui, l'heure des bilans n'est pas encore arrivée, même si le retard du changement politique commence à peser. La crise politique, économique et pandémique, que traverse le pays n'est pas une «sinécure». L'ampleur de cette crise requiert du temps, de la patience, de la bonne foi, et beaucoup de volonté.

Entretien réalisé par :
Idir Dahmani

Comment évaluez-vous les premiers mois du président Tebboune à la tête de l'Etat?

Soufiane Djilali : Il est difficile de faire un bilan objectif pour le moment. A la crise politique d'ampleur exceptionnelle s'est rajoutée une crise sanitaire aussi inattendue que gravissime. Le pays subit de plein fouet une crise multidimensionnelle. Remettre de l'ordre au sein de l'Etat, donner une dynamique de travail à un gouvernement formé à la va-vite, faire face à une crise financière, économique et sociale aiguë... cela n'est pas une sinécure. Comment réparer cette situation alors qu'une

toujours pas fixé et les élections législatives ne pourront probablement pas se tenir à la fin de l'année comme prévu. Au final, le bilan est ambigu pour l'instant, mais le jeu reste ouvert. Je suis persuadé qu'avec un peu d'audace, les solutions arriveront bien plus vite.

Comment Analysez-vous l'approche du pouvoir ? Pensez-vous qu'il soit en mesure de trouver des solutions à la crise algérienne

Il n'a pas le choix, il doit trouver les solutions. A priori, la crise de 2019 qui a ébranlé la structure interne de l'Etat, a trouvé une issue. L'armée, qui a du se mettre en avant et combler la faille provoquée par la chute du régime Bouteflika, s'est retirée du champ politique. Le Président de la République, en tant que fonction politique, est de nouveau au centre des institutions. La perspective d'une nouvelle Constitution plus équilibrée et moins personnelle promet un jeu politique plus sain. Aux citoyens et à travers les organisations politiques de prendre leur part dans cette nouvelle Algérie. Il ne faut pas rester passif ou seulement spectateur prompt à la critique acerbe, mais au contraire devenir acteur politique et concepteur de son avenir. Il ne faut pas laisser le pouvoir agir seul et comme bon lui semble mais au contraire le challenger et le pousser à assumer les vraies réformes. Le pays a d'immenses possibilités et des richesses naturelles suffisantes pour se réorganiser et lancer son développement humain et son décollage économique. Nous sommes condamnés à trouver les bonnes solutions et au plus vite. Le monde est entré dans une phase de grand bouleversement. C'est notre souveraineté et notre avenir qui se jouent maintenant.

Quel bilan faites-vous de la mobilisation citoyenne pour le changement (le Hirak)?

Le Hirak a été fabuleux. Le temps passe vite et les mémoires sont parfois courtes. Mais rappelez-vous ce qu'était le régime précédent ? Sans le Hirak, je n'ai pas le moindre doute que l'Algérie serait aujourd'hui entrain de patauger dans les eaux fangeuses d'une crise politique mortelle. Le 22 février, le Hirak a incarné le peuple algérien, il a exprimé sa volonté profonde, celle de se vouloir digne et adulte. Il a dit, pacifiquement mais fermement, qu'il voulait le changement et qu'il exigeait sa citoyenneté.

Le résultat est tangible. Le 5ème mandat et son avatar, le 4ème prolongé, sont tombés. Une noria d'ex responsables du plus haut niveau est en prison ou poursuivie par la justice. Le dossier des scandales financiers sont ouverts. L'impunité qui a sévit durant des années s'est subitement terminée. Tous les nouveaux responsables du pays sont maintenant avertis.



Plus personne ne peut dorénavant se sentir à l'abri de poursuites judiciaires lorsqu'il y a une gestion douteuse.

Par ailleurs, le Hirak a été l'occasion pour les Algériens, d'offrir une nouvelle image d'eux-mêmes. Le monde entier a pu voir un peuple fier et déterminé.

Il est vrai, par contre, que d'un autre côté, toutes les revendications scandées de vendredi en vendredi n'ont pas abouti ou pas encore. Il faut dire que la barre avait été mise très haut. En outre, il est évident que des infiltrations douteuses dans les rangs des marcheurs ont imposé des slogans partisans ou à visé politique, voire même s'inscrivant dans des agendas supra nationaux. La colère, le rejet du pouvoir, l'enthousiasme général pour une « révolution du sourire », le désir de solidarité au-delà des idéologies, tout cela a fait que malheureusement beaucoup de militants sincères n'ont pas voulu se saisir du dialogue au moment opportun. C'est cette situation mignonne mi-raisin qui a pu laisser un arrière goût d'inachèvement d'une révolution si prometteuse.

Le Hirak a-t-il donc échoué, comme le soutiennent des intellectuels et une partie de l'opinion ? Faut-il le structurer ?

Le Hirak n'a pas échoué. Il ne faut pas réduire ce mouvement populaire exceptionnel à l'échec de groupuscules qui ont voulu l'usurper. Ces derniers ont échoué, le Hirak, qui représente l'écrasante majorité du peuple, a gagné. Les raisons de la mobilisation du 22 février ont été accomplies. Bien sûr, comme le dit l'adage, l'appétit vient en mangeant et de ce fait, des courants politiques ont cru que c'était là l'occasion pour eux d'accomplir leurs propres objectifs. C'est légitime quelque part, sauf que l'évaluation de la réalité a été mal faite.

L'erreur a été de penser que le Hirak était un corps homogène et disponible pour les plus entreprenants. En réalité, c'est un mouvement pluriel, à l'évidence contradictoire dans ses pères et ses intérêts, qui s'est unifié les vendredis pour un objectif clair. Ce dernier atteint, il était impossible qu'un groupe politique puisse monopoliser le mouvement. Dès le départ, il fallait saisir la dynamique interne et accepter de travailler avec les citoyens à la même sensibilité politique. Il aurait fallu que les partis politiques, anciens et nouveaux, tentent de se réorganiser en intégrant celles et ceux des Al-

“ Le pouvoir n'a pas le choix, il doit trouver les solutions. A priori, la crise de 2019 qui a ébranlé la structure interne de l'Etat, a trouvé une issue. L'armée, qui a du se mettre en avant et combler la faille provoquée par la chute du régime Bouteflika, s'est retirée du champ politique. ”

bonne partie du peuple était, au surplus, dans la rue, signifiant une profonde rupture de confiance ?

Pour le moment, les citoyens sont encore en attente. Devant cette avalanche de difficultés, on pouvait craindre le pire. Pourtant, le pays se stabilise, des projets gouvernementaux commencent à poindre du nez et les marchés sont régulièrement et même abondamment approvisionnés.

Au plan politique, par contre, il y a un retard qui commence à peser. Après un bon départ concernant la nouvelle Constitution, il y a maintenant comme un passage à vide. La vie politique est quasi inexistante et les médias sont encore très timides. Le référendum n'est

Après un bon départ concernant la nouvelle Constitution, il y a maintenant comme un passage à vide. La vie politique est quasi inexistante et les médias sont encore très timides. Le référendum n'est toujours pas fixé et les élections législatives ne pourront probablement pas se tenir à la fin de l'année comme prévu.



gériens qui soutiendraient leur projet politique. En conclusion, il était nécessaire de structurer le Hirak, mais en plusieurs organisations politiques et non pas tenter d'en faire un parti unique.

Est-ce que vous êtes de ceux qui souhaitent le retour du Hirak ?

Le Hirak s'est inscrit dans la mémoire collective. Il ne reviendra pas à l'identique, car les raisons de sa mobilisation ne sont plus là, mais son esprit nous accompagnera désormais. Pour son aboutissement final, il faudra que le Hirak se transforme d'une part en acteurs politiques et d'autre part en corps électoral. Ainsi, l'esprit du Hirak passera de la rue aux institutions. Car, finalement, ce qui est attendu concrètement est que les Algériens, les plus compétents, les plus méritants et les mieux outillés deviennent les dirigeants du pays. Il ne sert à rien de manifester sa colère dans la rue et laisser le champ libre aux opportunistes pour occuper les centres de décision. La logique veut maintenant que les militants du Hirak assument leur responsabilité et se préparent à aller aux élections. A charge pour nous tous de se donner les moyens de contraindre le pouvoir à respecter les choix du peuple.

Qu'est-ce que vous répondez aux activistes du Hirak et d'autres parties qui disent que vous avez tourné le dos au mouvement ?

Ce que je leur dis ? Qu'ils se trompent lourdement ! Passons sur le passé militant de chacun ; certains activistes n'ayant découvert la politique qu'après le 22 février 2019. Regardons les choses en face. Notre divergence, en tant que Jil Jadid, avec une partie de la société politique a commencé dès Juillet 2019. Jil Jadid voulait négocier avec le pouvoir alors que le Hirak était encore puissant. Le pouvoir avait montré des signes de bonne volonté. Je rappelle que le premier groupe de personnalités désigné autour de Karim Younes était formé pour l'essentiel de « hirakistes ». Malheureusement, ils n'ont pu résister à la pression des radicaux et ont abandonné leur mission.

La société politique était durant ces mois là, constamment sur la brèche. Il y avait un gros potentiel avec les noyaux formés par les syndicats, les associations et bien entendu les partis politiques. Je dois avouer que les calculs politiques ont primé.

Le fait que Jil Jadid ne voulait pas s'inscrire dans leur projet, il a fait l'objet d'attaques et de campagnes très agressives sur les réseaux sociaux.

Les animateurs du Hirak se sont donc assez tôt divisés en deux tendances. Celle qui voulait obtenir une reddition du pouvoir quitte à provoquer une désobéissance civile aux conséquences imprévisibles et celle qui, au contraire, pensait que la situation était mûre pour un dialogue utile et une consolidation des acquis du Hirak. C'est cette dernière voie qu'a choisie, en toute conscience, Jil Jadid. Le

temps dira qui aura offert la meilleure issue au Hirak.

Concrètement, qu'est-ce qui a changé en Algérie depuis le 22 février 2019 ?

Beaucoup et peu de choses à la fois. La trajectoire de l'ancien régime s'est brisée. Une grande partie des animateurs du pouvoir durant au moins les dix dernières années ne sont plus là. D'un autre côté, les changements institutionnels n'ont pas encore abouti et nous sommes en présence des mêmes faux élus à l'APN, au Sénat et même dans de trop nombreuses collectivités locales. C'est à travers les élections nationales et locales que la classe politique pourra être notablement renouvelée. En fait, à Jil Jadid, ce sera à la lumière des résultats des prochaines législatives puis des lo-

Les animateurs du Hirak se sont divisés en deux tendances. Celle qui voulait obtenir une reddition du pouvoir quitte à provoquer une désobéissance civile aux conséquences imprévisibles et celle qui, au contraire, pensait que la situation était mûre pour un dialogue utile. C'est cette dernière voie qu'a choisie, en toute conscience, Jil Jadid.

cales que nous jugeront vraiment du bilan du Hirak. A ce moment là, nous pourrions dire si le pays a notablement évolué et donc si le mouvement du 22 février a pu réussir. Ce sera le véritable examen d'entrée en démocratie.

Le pouvoir dit qu'une bonne partie des revendications du hirak ont été satisfaites. Êtes-vous d'accord ?

Oui et non. Il est incontestable que le Hirak a eu gain de cause sur certaines questions que

nous avons abordées au début de notre entretien. Mais pour le moment nous ne sommes pas encore dans un Etat de droit ni dans une démocratie avérée. Il y a probablement une volonté pour y aller mais le chemin reste long. La justice n'est pas encore indépendante et les institutions sont peu représentatives. La confiance n'est pas vraiment là. C'est pour cela qu'il est capital de réussir la nouvelle Constitution qui devra offrir un socle pérenne aux futures institutions de la République.

Ne pensez-vous pas que les autorités gèrent la situation avec une main de fer notamment avec le grand nombre d'arrestations ?

Depuis l'élection présidentielle, il y a eu trois phases. Une première où les autorités ont accédé à la demande du Hirak et des acteurs politiques en libérant la majeure partie des détenus d'opinion. Puis, face à la poursuite du Hirak, le pouvoir a eu de nouveau, la main lourde. Enfin, depuis le début Juillet, un grand nombre de détenus ont été libérés, d'une manière ou d'une autre. Je ne sais pas s'il faut mettre ces changements d'attitude sur le compte d'une stratégie politique ou tout simplement si celle-ci a oscillé en fonction des changements d'équilibre à l'intérieur du pouvoir.

Quelle serait votre réponse si le président vous demande de rejoindre son équipe ou faire partie du gouvernement ?

Pour le moment, il me semble que cette question ne se pose pas. Une fois la Constitution adoptée et qu'une nouvelle assemblée sera élue, nous verrons les choix du Président de la République à la lumière des résultats électoraux. Si nous agissons sur la base de principes clairs, nous ne sommes pas dogmatiques. Les objectifs ultimes resteront toujours la construction de l'Etat de droit et le développement du pays.

Est-ce que vous êtes pour que l'ex-président Abdelaziz Bouteflika soit jugé ?

Symboliquement, cela aurait du être fait. Probablement qu'en tant que personne, il n'est plus en mesure de faire face à un procès. Mais la dimension pédagogique aurait eu un sens.

Le président Tebboune a initié un dialogue avec les personnalités politiques autour de la constitution. Vous l'avez rencontré. Votre commentaire ?

Le président Tebboune fait ce qu'il peut dans cette conjoncture complexe et même dangereuse pour le pays. Il m'a reçu, comme il a reçu de nombreuses personnalités politiques. A l'issue de mon entretien avec lui, j'ai fait un long compte rendu à la presse. Je suis d'accord

pour le processus de sortie de crise commencée par une remise en ordre constitutionnelle. Le projet d'amendement avancé par la commission Laraba est très correct, vu la conjoncture, à part certaines dispositions que nous estimons déplacées. Ce qui importe dans cette situation, c'est la disponibilité de chacun pour le dialogue. Je formule l'espoir que les autres acteurs politiques qui sont restés hermétiques jusqu'à présent à cette démarche, contribuent à la construction d'un consensus national. Les changements de directions opérées ou en attente de réalisation, pourront probablement aider à dénouer certains blocages psychologiques.

Vous avez évoqué, plusieurs fois, la crise et ses origines, que faut-il faire pour la résoudre ?

La crise que vit l'Algérie s'étage sur plusieurs niveaux. Certains aspects peuvent être abordés sur le court terme par une action politique volontaire et déterminée. D'autres dimensions demanderont beaucoup plus de temps qui se mesure à l'échelle d'une génération. Comme tout le monde le sait, l'avenir passe par le présent en considérant le passé.

La société algérienne est en pleine transition et évolue dans le sens positif. Elle est bien mieux stabilisée sur sa dimension identitaire, même si ce sujet provoque encore de vives polémiques. Il y a aussi une sécularisation progressive qui désidéologise la religion. L'Islam, nécessaire au fonctionnement de notre société, deviendra de plus en plus une source spirituelle d'enrichissement et non pas un dogme ritualisé pour embrigader les consciences. Enfin, la femme, qui constitue la moitié de la société, commence à conquérir des droits légitimes dont elle a été si longtemps privée.

Au plan économique, les mentalités commencent à se débarrasser des anciens modes de fonctionnement irrationnels du temps du socialisme spécifique. Il faut maintenant sortir rapidement de l'esprit de rente et ouvrir grand les portes à l'initiative économique et à l'innovation. Nous avons besoin de mettre en place une grande stratégie pour un développement humain et économique cohérent avec les données d'un développement durable.

Pour celles et ceux qui s'intéressent aux questions de fond, je les invite à consulter notre projet de société qui est en ligne sur notre site, et de suivre la prochaine publication de notre programme politique prévue pour cet automne.

En conclusion, l'Algérie est devant son destin. Elle a tous les atouts en main. A ses enfants de la hisser parmi les grandes nations.

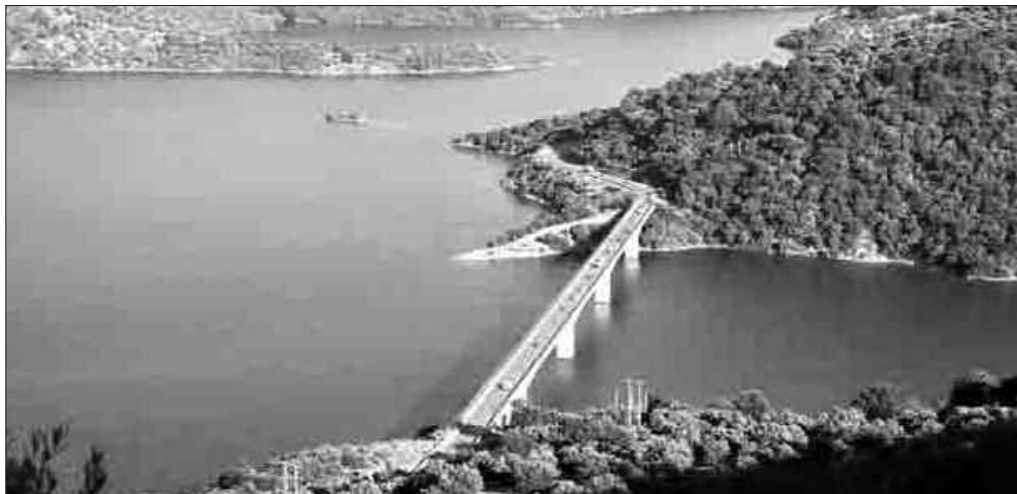
I. D.

Devant cette avalanche de difficultés, on pouvait craindre le pire. Pourtant, le pays se stabilise, des projets gouvernementaux commencent à poindre du nez et les marchés sont régulièrement et même abondamment approvisionnés.

TIZI-OUZOU

100 millions de DA pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable

Un accord de principe a été accordé par le ministère des ressources en eau de doter la wilaya de Tizi-Ouzou d'une enveloppe de 100 millions de DA, destinée à l'amélioration de l'alimentation en eau potable, a indiqué le wali Mahmoud Djamaa.



Nous avons eu l'accord de principe du ministère des ressources en eau pour financer à hauteur de 100 millions de DA des opérations de rénovation des parties vétustes du réseau d'adduction d'eau potable (AEP) et de renouvellement de quelques pompes", a déclaré, jeudi, le chef de l'exécutif, en marge de la cérémonie de célébration du 58ème anniversaire de la fondation de la police algérienne, organisée à l'unité républicaine de sécurité de Boukhalfa.

Cette décision fait suite à la réunion de travail tenue dimanche dernier au siège de la wilaya entre les autorités locales et les membres d'une commission du ministère des ressources en eau, conduite par le Secrétaire générale Kamel-Eddine Mihoubi et dépêchée à Tizi-Ouzou par le ministre, Arezki Beraki, afin d'étu-

dier toutes les préoccupations concernant la distribution d'eau potable en vue de leur prise en charge, a rappelé le wali. Lors de cette même rencontre à laquelle étaient présents les directeurs généraux de l'Office national d'assainissement (ONA), de l'ADE et de l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT), et des directeurs centraux, le directeur de wilaya des ressources en eau, Mokrane Djouder, a présenté un exposé détaillé des zones (dairas, communes, villages, quartiers) souffrant d'une perturbation dans l'alimentation en eau potable. "Nous avons soulevé au SG les problèmes qui doivent être pris en charge dans l'immédiat notamment la vétusté du réseau qui engendre des pertes importantes d'eau ce qui impacte la distribution de cette ressource", a rappelé M. Djamaa.

Des solutions, à moyen et long terme ont été aussi proposées lors de cette même séance de travail. "L'un des problèmes de fond qui se pose au niveau de cette wilaya en matière d'alimentation en eau potable, est la mobilisation de la ressource", a ajouté le wali qui a observé que la solution à cette contrainte réside dans l'achèvement des deux barrages en cours de construction à Souk Tlata et Sidi Khelifa et l'inscription en réalisation de la station de dessalement d'eau de mer (SDEM) d'Iflissen. "L'Algérie est un pays semi-aride et si nous n'enregistrons pas localement une pluviométrie convenable et suffisante durant deux ou trois ans de suite, nous risquons d'avoir des problèmes en matière d'alimentation en eau potable", a souligné ce même responsable, en ajoutant que la wilaya a introduit auprès des au-

torités centrales compétentes une demande d'inscription en réalisation de la SDEM d'Iflissen, au nord de Tizi-Ouzou. Lors de la réunion de dimanche dernier M. Mihoubi avait annoncé que les opérations urgentes, dont la réalisation de forages, la réhabilitation de réseau, entre autres, "seront lancées dans les prochains jours pour assurer l'alimentation des populations en eau potable, notamment en cette période de pandémie". Les projets structurants à moyen et long terme, feront l'objet d'un suivi et d'un accompagnement rigoureux pour leur livraison dans les délais afin de sécuriser la région en matière de ressources en eau, avait-il souligné, en rassurant que cette séance de travail sera suivie par des actions éminentes et concrètes. "Nous allons régler dans les prochains jours les opérations urgentes", a-t-il affirmé.

ALGER

Le marché communal Ferhat Boussaad fermé à compter du samedi

La commission de contrôle et de répression relevant de la wilaya d'Alger a décidé vendredi de la fermeture du marché communal Ferhat Boussaad (ex-Meissonier) relevant de la commune de Sidi M'hamed (Alger) à compter du samedi, a-t-on appris des services de la wilaya. "Suite à une sortie sur le terrain effectuée par la commission chargée du contrôle et de la répression au niveau de la circonscription de Sidi M'hamed en vue de s'enquérir de l'application des mesures de prévention décrétées par l'instruction du gouvernement relative à la

lutte contre la propagation du nouveau Coronavirus, il a été décidé de la fermeture du marché communal Ferhat Boussaad (Meissonier) à compter du samedi 25 juillet 2020", lit-on sur la page Facebook de la wilaya d'Alger. La même commission a suspendu, depuis le début du mois en cours, les activités de plus de 60 locaux commerciaux au niveau des communes des Eucalyptus et Barraki. Cependant, elle a relevé un respect "quasi total" des mesures de prévention par les propriétaires des locaux commerciaux au niveau de la com-

mune de Sidi Moussa, a ajouté la même source. Cette commission a décidé, depuis le début de ses travaux le 10 juillet en cours, la fermeture de 246 locaux commerciaux pour non respect par ses propriétaires des mesures de prévention de Covid-19, outre la fermeture de 94 locaux commerciaux au marché Ali Mellah. De même il a été décidé, depuis le début de la crise sanitaire, la fermeture de 647 locaux, la fermeture immédiate de 47 locaux, de deux (2) centres commerciaux et de trois (3) marchés communaux, a conclu la même source.

Brèves

BISKRA (HÔPITAL DR SAÂDANE)

Arrestation de deux personnes pour agression d'un paramédical

Les services de sûreté de la wilaya de Biskra ont appréhendé deux (2) personnes qui ont agressé un paramédical en exercice de ses fonctions, parmi le staff de l'établissement public hospitalier, EPH-Dr Saâdane, au chef lieu de wilaya, a appris l'APS vendredi, auprès du chargé de communication de ce corps constitué, le commissaire, Saïd Mouas. La même source a précisé que suite à une alerte reçue de l'hôpital Dr Saâdane, faisant état d'agression verbale et physique d'un paramédical de l'unité Covid-19 par trois (3) individus, une équipe des éléments de la police s'est rendue sur place. Les policiers ont pu appréhender deux des trois agresseurs a-t-on encore détaillé soulignant que le troisième mis en cause dans cette affaire d'agression est un malade atteint de coronavirus, admis à l'hôpital pour des soins. Un dossier pénal a été établi à l'encontre des deux mis en cause qui seront présentés devant les instances judiciaires pour "insulte et agression d'un fonctionnaire en exercice de ses fonctions" et "intrusion dans un établissement public".

SOUK AHRAS/ INVESTISSEMENT

Récupération d'un terrain pour non concrétisation de projet

Le wali de Souk Ahras Lounès Bouzegza a pris mercredi la décision de récupérer un terrain de 5.665 m2, situé près de la gare routière du chef-lieu de wilaya et destiné à accueillir un méga-centre commercial dont le propriétaire n'a pas entamé les travaux. Le wali a précisé à l'APS, en marge de la réunion de la commission de wilaya d'assainissement du dossier de l'investissement que "le concerné qui a bénéficié du terrain après la dissolution de l'entreprise nationale du textile n'a pas entamé les travaux bien que l'arrêté de concession qui lui a été fait date de 2018". Il a ajouté que le terrain ainsi récupéré servira à accueillir un équipement public. En dépit des mises en demeure qui leur ont été adressées, beaucoup de bénéficiaires des actes de concession n'ont pas démarré la concrétisation de leurs projets, a encore relevé le wali au cours de la réunion tenue en présence des représentants des directions de l'industrie, de l'urbanisme, des domaines publics, du tourisme et de l'agence foncière. Le chef de l'exécutif local a affirmé que la récupération du foncier non exploité sera poursuivie tout en insistant sur l'accompagnement des investisseurs sérieux et l'exploitation des poches foncières des villes pour l'implantation d'équipements publics. Il a également indiqué que l'Etat a aménagé plusieurs zones des activités industrielles pour favoriser la création des petites entreprises génératrices d'emploi et de richesses.

Brèves

L'INDE ET LA CHINE

Vers l'accélération du retrait des troupes frontalières

Des diplomates indiens et chinois ont convenu, vendredi, d'effectuer un retrait rapide de leurs troupes postées le long de la frontière contestée dans l'ouest de l'Himalaya, a annoncé le gouvernement indien. La réaffirmation de la nécessité d'un désengagement complet et d'un rétablissement de la paix dans les zones frontalières a été faite lors de la 17e réunion du mécanisme de travail de consultation et de coordination sur les affaires frontalières entre l'Inde et la Chine, tenue vendredi. Les deux parties ont convenu d'assurer un "désengagement rapide et complet" des troupes sur la Ligne de contrôle effectif et de la désescalade des zones frontalières pour maintenir le rétablissement de la paix et la reprise des relations harmonieuses, a déclaré le ministre indien des Affaires étrangères. De même, le ministre chinois des Affaires étrangères a qualifié les discussions tenues vendredi de "sincères et approfondies" et a affirmé que les deux parties reconnaissent les progrès positifs accomplis dans le désengagement des troupes en première ligne. La tension entre les deux pays dure depuis des mois, mais elle a explosé après que 20 soldats de l'armée indienne ont été tués lors d'une confrontation violente entre les troupes indiennes et chinoises le 15 juin dernier.

ESPAGNE

Une ancienne dirigeante de l'ETA condamnée à 122 ans de prison

Une ancienne dirigeante de l'organisation terroriste basque ETA, Maria Soledad Iparraquirre Guenechea, alias "Anboto", a été condamnée, vendredi, à 122 ans de prison pour l'assassinat d'un militaire espagnol en 1995. Extradée par la France, "Anboto" a été reconnue coupable d'avoir "donné l'ordre d'assassiner le commandant de l'armée de Terre Luciano Cortizo et fourni les explosifs", selon l'arrêt de l'Audience nationale espagnole, haute instance judiciaire chargée des affaires du terrorisme. Luciano Cortizo est mort dans un attentat à la voiture piégée dans la ville de Léon (nord-ouest de l'Espagne) le 22 décembre 1995. Cette condamnation comprend notamment une peine de 30 de prison pour "assassinat terroriste contre un membre des forces armées" et quatre peines de 20 ans pour "tentative d'assassinat terroriste" contre les quatre blessés de l'attentat, dont la fille du commandant Cortizo, qui devront être indemnités. Cette femme de 59 ans avait commencé à endosser en 1993 "des responsabilités au sein de l'appareil militaire" de l'ETA depuis la France qui l'a extradée en septembre notamment pour son rôle dans cet attentat du 22 décembre 1995, ajoute le tribunal.

LE HCR

Appel à une action contre la traite d'êtres humains en Libye

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a appelé vendredi à une nouvelle action contre la traite d'êtres humains en Libye. "Le HCR exprime ses plus sincères condoléances pour la mort tragique d'un jeune demandeur d'asile érythréen à Tripoli cette semaine et appelle à une action renouvelée contre les filières de transit et les trafiquants qui continuent à infliger des souffrances inimaginables aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux migrants en Libye", a déclaré le HCR dans un communiqué. "Il a été bien documenté ces dernières années que des groupes criminels de passeurs et de trafiquants opèrent en Libye, causant d'immenses souffrances et misères", selon le communiqué. Le HCR a salué les récentes mesures prises par les autorités libyennes contre les groupes armés et les trafiquants, y compris le raid sur un réseau de passeurs et le gel des avoirs de divers trafiquants. Le HCR a également appelé la communauté internationale à soutenir davantage les autorités dans leur lutte contre les réseaux de traite d'êtres humains. "Le HCR attend avec impatience la réouverture des itinéraires de voyage internationaux qui nous permettront de renouveler la réinstallation et l'évacua-



tion de ceux qui en ont le plus besoin, et l'aide au retour volontaire pour ceux qui souhaitent rentrer chez eux", selon le communiqué.

tion de ceux qui en ont le plus besoin, et l'aide au retour volontaire pour ceux qui souhaitent rentrer chez eux", selon le communiqué.

IRAK

Quatre roquettes frappent une base militaire près de Bagdad

Quatre "roquettes Katioucha" ont atteint vendredi la base militaire de Basmaya, dans le sud-est de Bagdad, mais sans faire de victimes, a déclaré l'armée irakienne. L'attaque a eu lieu dans l'après-midi lorsque la première roquette est tombée sur un entrepôt de véhicules blindés, la seconde sur des caravanes dans le camp, et les deux autres sur un terrain vague, a indiqué le service de presse du Commandement des opérations conjointes (JOC) irakien dans un communiqué. L'attaque n'a causé que des dommages matériels, et personne n'a été blessé ou tué, selon le communiqué du JOC. Les premières informations indiquent que les roquettes ont été lancées depuis la région d'al-Dainiyah dans la province voisine de Diyala, a déclaré le JOC sans donner plus de détails.

Jusqu'à présent, aucun groupe n'a revendiqué l'attaque à la roquette, mais les bases militaires irakiennes abritant des soldats américains à travers l'Irak et l'ambassade des Etats-Unis dans la zone verte à Bagdad ont été fréquemment visées par des attaques au mortier et à la roquette. Plus tôt dans la journée, Tahsin al-Khafaji, porte-parole du JOC, a déclaré dans un communiqué que les forces internationales de la coalition dirigée par les Etats-Unis, chargées de combattre le groupe terroriste de l'Etat islamique (IS), remettraient aux forces de sécurité irakiennes de nouveaux sites militaires. "La coalition internationale va bientôt remettre certains des sites" conformément à un calendrier convenu entre le gouvernement irakien et la coalition, a indiqué M. al-Khafaji.

TUNISIE

Le ministre des Affaires étrangères démis de ses fonctions

Le chef du gouvernement tunisien chargé des affaires courantes, Elyes Fakhfakh, a décidé vendredi de limoger son ministre des Affaires étrangères, Noureddine Eray, de ses fonctions, indique la présidence du gouvernement dans un communiqué cité par la TAP. "Après concertation avec le président de la République, Kais Saïed, le chef du gouvernement des affaires courantes, Elyes Fakhfakh, a décidé de démettre Noureddine Eray de ses fonctions de ministre des affaires étrangères", rapporte la TAP, citant le texte. "M. Fakhfakh a chargé la secrétaire d'Etat aux affaires étrangères Salma Ennaifer d'assurer l'intérim à la tête du département des affaires étrangères", a-t-on ajouté.

TURQUIE

Deux Tchèques accusés d'avoir rejoint des Kurdes libérés

Deux citoyens tchèques, condamnés en 2017 à plus de six ans de prison pour avoir rejoint des milices kurdes, ont été libérés par la Turquie et sont arrivés à Prague en fin de journée vendredi, a rapporté l'agence CTK. Miroslav Farkas et Marketa Vselichova avaient été condamnés chacun à 6 ans et 3 mois de prison ferme, sous l'accusation de collaboration

avec les Unités de protection du peuple kurde (YPG), considérées comme une organisation terroriste par Ankara. "J'ai parlé en septembre dernier du cas de ces deux citoyens tchèques en personne avec le président turc (Recep Tayyip Erdogan) et je suis content que nous soyons finalement parvenus à une solution de ce problème, sans aucune condition ni promesse", s'est félicité le Premier ministre tchèque An-

drej Babis, vendredi dans un communiqué. Le 13 novembre 2016, les forces de sécurité turques avaient arrêté l'homme, âgé à l'époque de 30 ans, et la femme de 24 ans, dans la province du Sirnak au sud-est du pays près des frontières irakienne et syrienne, avec, selon les procureurs turcs, des photos avec des membres du YPG kurde et de la musique militaire du YPG dans leurs téléphones.

Les accusés d'"appartenance à un groupe terroriste armé", le parquet turc avait requis une peine allant jusqu'à 15 ans de prison contre les deux Tchèques, qui clamaient leur innocence et affirmaient être des travailleurs humanitaires. M. Farkas et Mme Vselichova ont passé 44 mois et 11 jours en prison en Turquie, ce qui représente un peu plus de la moitié de la peine à laquelle ils ont été condamnés.

SAHARA OCCIDENTAL

Le Polisario dénonce le chantage du Maroc

Le Représentant du Front Polisario aux Nations unies, Sidi Mohamed Omar, a dénoncé vendredi le recours constant du Maroc au "chantage" dans la mise en œuvre des résolutions onusiennes sur la question sahraouie, soutenant que la seule voie recherchée par Rabat est "l'irrésolution indéfinie du conflit" au Sahara occidental.



Face à l'échec du Conseil de sécurité notamment à assurer la mise en œuvre de ses résolutions sur le Sahara occidental, M. Sidi Omar a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que "la seule solution recherchée par le régime marocain est l'irrésolution indéfinie du conflit alors qu'il persiste dans ses vaines tentatives de normaliser son occupation illégale de certaines parties du Sahara occidental". Il a également pointé du doigt "le recours constant du Maroc au chantage" et à la politique des "menaces vides comme moyen de dissimuler le fait qu'elle n'a aucune volonté politique réelle" de parvenir à une solution pacifique et durable du conflit conformément aux résolutions de l'ONU et à sa doctrine sur la décolonisation. "Le processus de paix parrainé par les Nations Unies au Sahara occidental, lancé en 1991, est maintenant complètement paralysé en raison de l'obstructionnisme du Maroc, d'une part, et de la tendance de certaines parties au sein du Conseil de sécurité et du Secrétariat de l'ONU à lier l'ensemble du processus de paix à la nomination d'un nouvel envoyé personnel, de l'autre, qui n'est qu'un prétexte pour ne prendre aucune action ou initiative à cet égard", a-t-il souligné. Quant au retard dans la nomination d'un nouvel envoyé personnel du secrétaire général pour le Sahara occidental en remplacement de l'ancien président allemand, Horst Kohler, qui a démissionné en mai 2019, M. Sidi Omar a affirmé que la principale raison est "les conditions préalables" que le Maroc s'est fixées concernant les candidats potentiels.

Dans ce contexte, le diplomate sahraoui a réaffirmé la position du Polisario selon laquelle "la nomination d'un nouvel émissaire onusien n'est pas une fin en soi".

LE RÉGIME MAROCAIN "N'AUROIT PAS SURVÉCU SANS LE SOUTIEN" DE LA FRANCE

Concernant le rôle de la France dans le conflit, M. Sidi Omar a relevé que "ce n'est un secret pour personne que la France a soutenu le régime marocain diplomatiquement et militairement depuis le début de son occupation illégale du Sahara occidental le 31 octobre 1975". "En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, la France continue de soutenir le Maroc au sein du Conseil", a-t-il enchaîné. Et d'ajouter: "On peut dire, avec confiance, que s'il n'y avait pas eu la France en premier lieu, le régime marocain n'aurait pas survécu à toutes ces années et n'aurait pas osé se lancer dans ses aventures expansionnistes dans la région ou avoir une attitude arrogante et récalcitrante vis-à-vis du processus de paix de l'ONU au Sahara occidental". Par conséquent, indique M. Sidi Omar, la France "porte aujourd'hui une plus grande responsabilité", non seulement pour contribuer, en vertu de ses responsabilités de membre permanent du Conseil de sécurité, à une solution juste et durable du conflit du Sahara occidental, mais aussi "pour les souffrances humanitaires et les violations flagrantes du droit humanitaire résultant du conflit et sa menace potentielle pour la sécurité et la stabilité régionales".

LE POLISARIO DÉTERMINÉ DANS SA LUTTE CONTRE L'OCCUPATION

Quant à la position du Front Polisario concernant le processus de paix de l'ONU au Sahara occidental, le diplomate a rappelé que le Front a annoncé sa décision de reconsidérer son engagement dans le processus de paix dans son ensemble suite à l'adoption par le Conseil de sécurité de sa résolution 2494 du 30 octobre 2019. Il a indiqué, à cet égard, que la décision était l'expression du "rejet catégorique" de la série de déviations qui ont spécifiquement caractérisé l'approche du Secrétariat de l'ONU et du Conseil de sécurité concernant la question du Sahara occidental dans le contexte de processus de paix "depuis sa création jusqu'à nos jours". "Nous réaffirmons que le Front Polisario ne peut jamais accepter la clemence de l'ONU à l'égard de la soumission honteuse de la MINURSO (Mission de l'ONU pour le référendum au Sahara occidental) aux restrictions du Maroc", a-t-il appuyé, précisant que "la raison d'être" du Front Polisario, en tant que mouvement de libération nationale, seul et légitime représentant du peuple sahraoui, réside dans la défense des droits sacrés du peuple sahraoui. Le peuple sahraoui, sous la direction du Front Polisario, "est maintenant déterminé, plus que jamais, à poursuivre sa lutte de libération par tous les moyens légitimes jusqu'à la réalisation de ses droits légitimes et inaliénables à l'autodétermination, à l'indépendance et à la consolidation de la souveraineté sur l'ensemble du territoire de la République arabe sahraouie et démocratique (RASD)".

APS

MALI

La crise pourrait être résolue lors du sommet de la Cédéao

Le président du Niger, président en exercice de la Cédéao, Mahamadou Issoufou, a émis l'espoir que des solutions pourraient être trouvées lors du sommet extraordinaire de l'organisation ouest-africaine sur la crise malienne, le 27 juillet par visioconférence. En annonçant ce rendez-vous crucial, Mahamadou Issoufou, avait promis "des mesures fortes pour accompagner le Mali". Malgré les tensions persistantes, il s'est dit "optimiste".

"Je fonde l'espoir qu'une solution sera trouvée", a-t-il indiqué. Après deux premières missions de la Cédéao, dont la dernière était conduite par l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan (du 15 au 19 juillet), cinq chefs d'Etat de l'Afrique de l'Ouest se sont réunis avec le gouvernement et l'opposition maliens jeudi à Bamako. "Nous avons décidé de faire rapport à tous les chefs d'Etat lors d'une réunion extraordinaire le lundi 27 juillet", a déclaré Mahamadou Issoufou. "La CEDEAO prendra des mesures fortes qui contribueront à la résolution de la crise", a-t-il ajouté.

Le différend persiste entre le camp du président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) et celui du leader du Mouvement du 5 juin, l'imam Mahmoud Dicko invoquant "la mauvaise gouvernance et la corruption". Dans la rue, la situation reste précaire. Une crise sociopolitique que tentent de résoudre la médiation à travers les missions de bons offices. Dernière tentative en date, celle menée par cinq chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest, qui se sont rendus, jeudi 23 juillet, à Bamako. A la fin d'une longue journée de pourparlers, les présidents Muhammadu Buhari du Nigeria, Mahamadou Issoufou du Niger, Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire, Nana Akufo-Addo du Ghana et Macky Sall du Sénégal n'ont pas pu trouver un accord entre Ibrahim Boubacar Keita et les protestataires maliens. L'imam Dicko, l'un des leaders du mouvement M5-RFP, a rappelé que "leur revendication n'est résumée qu'à la démission du président Ibrahim Boubacar Keita". Ce qui est une "ligne rouge" pour le bloc ouest-africain. "Il n'y aura pas de changement anti-constitutionnel de pouvoir dans la région de la CEDEAO", a déclaré le président Issoufou du Niger.

Le Mouvement du 5 juin, du nom de la date à laquelle les manifestations ont commencé et l'opposition estime que le gouvernement n'a pas été en mesure de régler les "problèmes économiques", de mettre fin à la "corruption" et de parer aux "attaques terroristes" visant notamment la population. Les deux premières missions de la Cédéao ont recommandé entre autres la formation "de toute urgence" d'un gouvernement d'union nationale associant des représentants de la coalition majoritaire, de l'opposition et des membres de la société civile, ainsi que la nomination d'une nouvelle Cour constitutionnelle chargée d'examiner en priorité le litige électoral autour des résultats des législatives. L'opposition, regroupée au sein de la coalition M5-RFP (Mouvement du 5-Juin-Rassemblement des forces patriotiques), et dont le leader est l'imam Mahmoud Dicko, réclame le départ du président Ibrahim Boubacar Keita, élu en 2013 et réélu en 2018, une exigence rejetée par la CEDEAO, arguant sa position par les "besoins de stabilité et les risques du départ" d'un président démocratiquement élu et par le fait qu'elle ne soit "pas mandatée pour demander la démission du président".

R.I

PRÉSIDENTIE DU PARLEMENT TUNISIEN

Vote le 30 juillet sur la motion de retrait de confiance

Le président de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) Rached Ghannouchi a annoncé vendredi l'acceptation de la motion de retrait de confiance qui le concerne et qui a été présentée par 73 députés, rapporte l'agence de presse TAP. La motion devrait faire l'objet d'un vote le 30 juillet. A l'issue de la réunion du bureau de l'ARP qui s'est déroulée en présence de tous ses membres (13 membres), Ghannouchi a déclaré à la presse, que "la motion a fait l'objet d'un consensus entre les membres du bureau sans procéder à un vote pour la faire

passer en séance plénière jeudi prochain". "Il était possible de recaler la motion quant à la forme, mais j'ai accepté le défi en signe de respect à la volonté de 73 députés". "Car leur nombre n'est pas négligeable", a justifié Ghannouchi, précisant que "la décision a fait l'objet d'un consensus entre 13 députés loin de la logique de prédominance". Ghannouchi a affirmé qu'il a présenté lui-même la proposition de faire passer la motion en séance plénière et qu'il n'était pas contrarié par cette question qui sera, selon lui, une occasion pour réévaluer la confiance en sa présidence du parlement.

La séance plénière de jeudi prochain sera une occasion pour conforter la confiance en lui et non la lui retirer, a-t-il assuré. "Je n'ai pas débarqué sur un char mais j'ai été choisi par mon parti et j'ai été élu au parlement par des électeurs tunisiens et à la tête du parlement par des députés", s'est-il défendu. Le député Oussama Khelifi (Qalb Tounes) a déclaré que le vote de la motion de retrait de confiance à Ghannouchi en séance plénière sera un vote secret et sans discussion, et ce conformément au règlement intérieur du parlement.

R.I

Brèves

FOOT/PREMIER LEAGUE ANGLAISE

Le coup d'envoi de la saison 2020-2021 fixé au 12 septembre

La saison 2020-2021 de la Premier league anglaise de football débutera le samedi 12 septembre, a annoncé vendredi l'instance dirigeante de la compétition.

Le championnat s'achèvera le 23 mai 2021. La Premier league précise être encore en discussions à propos de l'organisation de la FA Cup et de la Coupe de la Ligue. Liverpool a remporté l'édition 2019-2020, pour la première fois depuis 1990, dominant outrageusement le championnat devant le champion sortant Manchester City où évolue l'ailier international algérien Riyad Mahrez.

Les "Reds", éliminés en 1/8es de la Ligue des champions par l'Atlético Madrid (aller : 2-3, retour : 0-1), ont bouclé la saison avec 96 points, largement devant les "Cityzens" qui ont récolté 78 unités.

FOOT/ETATS-UNIS

La MLS prévoit une reprise de la saison régulière en août

La MLS, qui a partiellement repris sous un format inédit le 8 juillet, espère relancer sa saison régulière fin août, cinq mois après son interruption, a déclaré vendredi le directeur technique de la Ligue de football nord-américaine, Alfonso Mondelo.

Suspendue en raison de la pandémie de coronavirus après seulement deux journées mi-mars, la MLS a repris le 8 juillet sous un format inédit de tournoi avec des matches de poules puis des matches à élimination directe, qui commencent samedi, dans la bulle de Disney World à Orlando en Floride.

Si la finale de ce tournoi "MLS is back" est prévue le 11 août, les organisateurs espèrent ensuite reprendre la saison à la fin du mois d'août avec un programme resserré de 20-23 matches par club, contre 34 initialement prévus.

"L'idée est de recommencer fin août (...) de manière à atteindre le mois de novembre pour les playoffs et pour que la finale de la MLS puisse avoir lieu lors de la deuxième semaine de décembre", a indiqué à l'AFP Alfonso Mondelo. "L'idée est qu'il y ait entre 15 et 18 (matches par club) en plus d'ici à octobre pour atteindre entre 20 et 23 journées en saison régulière, et ensuite pouvoir jouer quelques matches de playoffs", a-t-il précisé, sachant que certains matches du tournoi en Floride ont compté pour cette saison régulière.

"Nous ne prendrons aucun risque, la priorité est la sécurité des joueurs et du grand public", a déclaré Mondelo, qui a dit travailler en relation avec les différents Etats et les Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC). La MLS devra par ailleurs trouver un moyen de programmer des matches supplémentaires pour Dallas et Nashville, qui s'étaient retirés du tournoi en raison du nombre élevé de cas de Covid-19 au sein de ces équipes.

EQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL

Belmadi a décliné "des projets très intéressants"

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi, a déclaré vendredi qu'il avait décliné "des projets très intéressants", à l'issue de la campagne victorieuse à la CAN-2019 en Egypte, affichant son attachement et son ambition d'aller à la Coupe du monde 2022 au Qatar avec les "Verts".

"C'est normal d'attirer les convoitises. Les choses sont très claires, j'ai un contrat jusqu'en 2022. Ce n'est pas par arrogance de ma part, ou bien par manque de respect, loin de là. Je suis très respectueux de toutes les offres qu'on a pu recevoir, pour lesquelles je n'ai pas répondu, car je suis lié par un contrat. Je n'ai pas envie de mettre des trucs dans ma tête, pour moi c'est une sorte de pollution. Je remercie les gens qui me font confiance, qui auraient voulu qu'on puisse travailler ensemble. Il y a eu des projets très intéressants, sans parler des projets les plus lucratifs", a-t-il indiqué dans un entretien accordé au site officiel de la Fédération algérienne (FAF).

Belmadi s'exprimait à l'occasion du premier anniversaire de l'exploit réalisé par l'Algérie lors de la CAN-2019 disputée en Egypte. Les "Verts" avaient conclu par la plus belle des manières un parcours sans faute, en battant en finale le Sénégal de Sadio Mané (1-0), au stade international du Caire.

"Au jour d'aujourd'hui, il n'y a pas plus intéressant qu'une parole donnée aux joueurs, plus qu'une signature pour moi. Dire aux joueurs qu'on veut aller à la Coupe du monde dans un premier temps, et de faire quelque chose de grand dans un second temps, ça vaut tout. Si aujourd'hui, j'ai reçu ces offres-là, c'est en grande partie grâce aux joueurs", a-t-il ajouté.

Avant de poursuivre : "Je n'ai pas connu la Coupe du monde en tant que joueur, j'ai envie de la connaître en tant que sélectionneur dans un pays que je connais très bien, dans lequel je vis. Tout est réuni pour pouvoir progresser, aller loin. Cela passera par l'implica-



tion et l'investissement à 100% des joueurs. On s'est remis au boulot après la CAN-2019". Toutefois, Belmadi a clairement affirmé son intention de quitter son poste, dans le cas où il constate qu'il ne pourrait pas apporter un plus à la sélection. "Le jour où je constate qu'il n'y aurait pas une marge de progression, qu'on ne peut pas aller plus haut que ça, je ne serai donc plus d'un réel apport. Ça serait malhonnête de ma part de rester aux commandes pour un contrat ou autre motif. Je ne le ferai pas en club, et je ne le ferai jamais pour mon pays. L'accord qu'on a eu avec les joueurs est celui de savoir est ce qu'on est capables d'aller plus haut? nous avons des objectifs, dont celui du Mondial 2022 au Qatar".

Covid-19 : "Nous essayons d'avoir une visibilité"

Belmadi a relevé par ailleurs, la difficulté de tracer un programme de préparation pour l'équipe nationale, inactive depuis le mois de novembre 2019 en raison de la

pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19). "Je suis en train de planifier avec le président de la FAF (Kheiredine Zetchi, ndlr) le plus loin qu'on puisse le permettre. Nous avons une date pour le mois d'octobre prochain, j'espère qu'elle ne sera pas annulée. Il y a des choses qui peuvent être remises en cause, par rapport à la situation épidémiologique qui n'est pas encore très claire en Afrique. Nous sommes toujours en difficulté pour organiser des matches dans le continent. Nous essayons d'avoir une visibilité, mais on n'a pas tous les atouts en mains", a-t-il régressé. En dépit de cette période de pandémie, Belmadi a indiqué qu'il ne comptait pas chômer, en préparant notamment le 2e tour éliminatoire du Mondial-2022, à commencer par faire une nouvelle analyse des précédents matches des "Verts".

"Nous avons un groupe de qualifications qui est déjà là, en présence du Burkina Faso, le Niger, et le Djibouti. Nous sommes déjà dans la préparation de ces matchs là,

on en connaît quasiment tout. Une ré-analyse de nos matchs qu'on a pu faire, pendant ou après la CAN-2019 s'impose. Nous avons déjà les grandes lignes sur lesquelles on veut bosser, il y'a aussi le suivi des joueurs, surtout pour ceux qui sont en difficulté à l'image de Adlène Guediouara, victime d'une blessure au ligament croisé qui a commencé à évoluer, ou encore le retour de blessure de Youcef Atal. Il y'a aussi l'apparition de certains joueurs, moins connus pour le public mais sur lesquels je suis très attentif, qui pourraient peut-être nous rejoindre un jour. Il y'a du travail au quotidien, nous essayons d'anticiper un petit peu dans la mesure du possible". Enfin, Belmadi a indiqué que la pandémie liée au Covid-19 a fini par "perturber nos plans". "Nous avons très rapidement compris que cette période-là allait durer, cela a perturbé tous nos plans. Nous étions à fond sur nos échéances, à l'instar de toutes les sélections. On s'est orienté vers des choses qui peuvent nous faire gagner un certain temps".

COUPE DE FRANCE

Le Paris SG réussit le triplé

Le Paris SG a réussi un triplé national, en remportant la Coupe de France, après le Trophée des champions et le championnat, en battant Saint-Etienne (1-0) en finale vendredi au Stade de France, mais a perdu sur blessure son attaquant vedette Kylian Mbappé.

A trois semaines de la Ligue des champions, le champion du monde est sorti à la 31e minute, après avoir été touché à la cheville droite, sur un violent tacle du capitaine stéphanois Loïc Perrin, exclu pour ce geste. Le PSG, vainqueur de sa 13e Coupe de France, peut encore remporter deux autres trophées: la Coupe de la Ligue dont il jouera la finale contre Lyon le 31 juillet et la Ligue des champions, où il affrontera en quart de finale l'Atalanta Bergame le 12 août à Lis-

bonne. Quelques minutes plus tôt (20e), l'entraîneur Thomas Tuchel avait remplacé son latéral droit Thilo Kehrer, blessé lui aussi, qui évolue à un poste où il manque de solutions de rechange.

Pour le football français, qui attendait ce rendez-vous depuis mars, il restera l'image d'une première demi-heure de jeu ultra agressive, pas à son avantage, et celle des gradins de l'enceinte dyonisienne, vides à 95% en raison de la jauge gouvernementale. Près de 2.500 spectateurs ont pris place sans combler l'impression de vide amplifiée par les deux vi-rages fermés.

Le PSG a beaucoup souffert en début de rencontre face aux agressifs Stéphanois. Il a failli payer cher son incapacité à se mettre à l'abri, lors de dernières minutes tendues face à des

Ligériens qui ont eu les occasions pour égaliser (60e, 66e, 90e).

Avant Lyon, en finale de la Coupe de la Ligue vendredi prochain, puis Bergame, Paris devra gagner en volume. La dernière demi-heure a démontré les limites physiques d'une équipe qui a débuté sa préparation le 22 juin et dont les titulaires n'avaient jamais joué plus d'une heure jusque-là. Mais avec cette Coupe de France, la cinquième depuis 2015 et la 13e en tout, l'essentiel est préservé. Paris réussit le triplé, avec la Ligue 1 et le Trophée des champions, qui colle à ses énormes ambitions. Saint-Etienne, qui rêvait de ce titre qui lui échappe depuis 1977, a joué son va-tout, mais le carton rouge de son capitaine Perrin, sorti la tête basse pour sa probable der' avant la retraite, lui laisse forcément un goût amer.

SEMAINE INTERNATIONALE DE LA CRITIQUE Le film italien "Lacci" ouvrira la 77e édition de la Mostra

Pour une première fois en onze ans, c'est un long métrage italien, "Lacci" de Daniele Luchetti, qui ouvrira la Mostra de Venise.

Sept premiers films en compétition, tous montrés en première mondiale ; une ouverture sous le signe de Terrence Malick et une clôture dédiée à Rossellini "La Mostra de Venise est une pièce importante pour le cinéma, qui doit repartir, dans un moment aussi difficile", a souligné le président du Syndicat des critiques cinématographiques italiens, Franco Montini, quand il a présenté à Rome la 35e édition de la Semaine internationale de la critique, qui se tiendra sur le Lido de Venise du 2 au 12 septembre comme section autonome parallèle à la Mostra de Venise. Aucun changement n'y sera apporté du fait de l'urgence sanitaire : "Cette édition, rassure Montini, sera exactement comme celle des années précédentes".

Sept premiers films choisis (parmi 475 soumis aux organisateurs) sont en lice qui seront tous présentés là en première mondiale, additionnés de deux projections-événements exceptionnelles de films italiens choisis pour l'ouverture et la clôture : The Book of Vision de Carlo S. Hintermann, qui a pour producteur délégué Terrence Malick et que nous avons déjà couvert profusément, et The Rossellini, un film documentaire d'Alessandro Rossellini qui, à 55 ans, dédie ce travail à son grand-père et crée une occasion de restituer une image authentique de sa famille, une image intense et douloureuse qui dépasse le mythe construit autour de la figure du grand maestro du cinéma. Le film a été produit par B&B Film en coproduction avec VFS Film et Rai Cinema, et en association avec Istituto Luce Cinecittà.

Les sept premiers longs-métrages en compétition représentent de manière prépondérante du cinéma européen. The Flood Won't Come de l'Arménien Marat Sargsyan évoque un coin oublié de l'Est où se mène une guerre où les ad-



versaires ne s'épargnent aucun coup. Les Danois Anders Ølholm et Frederik Louis Hviid présentent Shorta, où les agents Jens et Mike sont en patrouille dans le ghetto de Svalegården quand la radio annonce la mort de Talib Ben Hassi, 19 ans, pendant une garde à vue. L'Ukrainienne Natalya Vorozhbyt accompagnera Bad Roads, un film écrit et réalisé par elle qui relate quatre histoires qui surviennent le long des routes du Donbass en guerre à travers une série de situations et tableaux apparemment déconnectés entre eux. L'Italien Mauro Mancini proposera Non odiare (Thou Shalt Not Hate), un bon exemple de cinéma engagé qui se situe dans une ville du nord-est où vit Simone Segre (Alessandro Gassmann), un chirurgien juif de renom (lire l'article). Ghosts, écrit et réalisé par la Turque Azra Deniz Okyay, décrit une journée où une surcharge de courant menace tout le pays et où les chemins de quatre

personnages se croisent à Istanbul, dans un quartier en phase de gentrification, pour la construction de la "Nouvelle Turquie". Two Whales Meet at the Beach, du Mexicain Jorge Cuchi est un "roman de formation anti-sentimental glaçant", comme le décrit le délégué général de la Semaine, Giona A. Nazzaro. Dans le film, Félix, un jeune de 17 ans, reçoit une invitation sur WhatsApp : veux-tu jouer à Blue Whale? Enfin, la sélection comprend le film États-unien Topsiside, de Celine Held et Logan George, (récemment nominés parmi les "25 nouveaux visages du cinéma indépendant" de la revue Filmmaker) nous amène dans les entrailles de New York City, où une petite fille de cinq ans et sa mère vivent dans les tunnels abandonnés du métro. Après une évacuation improvisée par la police, mère et fille se trouvent obligées de remonter à la surface.

AFP

LE RÉALISATEUR REVIENT À SON MEILLEUR

M. Night Shyamalan ajoute une star à son prochain film

Le revenant M. Night Shyamalan ne prépare pas qu'un nouveau film, mais deux ! Le premier a déjà commencé à assembler son casting et vient maintenant d'enrôler un acteur confirmé. On ne sait toujours pas de quoi il sera question, comme d'habitude le réalisateur entretient le mystère.

Aujourd'hui, on semble avoir retrouvé le M. Night Shyamalan de la première partie de sa carrière. Celui qui, avec malice, intelligence et talent, arrivait à nous surprendre Son passage à vide s'est achevé

avec The Visit et on s'est mis à croire de nouveau en lui. Il veut continuer sur sa dynamique et prépare deux films en même temps, avec Universal derrière lui. Le réalisateur décide de ne pas changer ses habitudes en ne disant rien sur ce qu'il concocte. Thriller ? Film d'horreur ? Drame ? Pas la moindre information n'est sortie et c'est pas plus mal, moins on en saura et plus on pourra être surpris une fois dans la salle. Là où le premier de ces deux films s'est révélé, c'est par le biais de son casting. Shyamalan a engagé

Thomasin McKenzie, Alex Wolff, Eliza Scanlan, Aaron Pierre et Vicky Krieps. Des talents qui appartiennent à la nouvelle génération, sauf la dernière qui est plus installée et âgée.

M. Night Shyamalan n'a pas terminé d'assembler sa distribution et vient d'ajouter à celle-ci la présence du mexicain Gael Garcia Bernal. Ça commence à faire beaucoup de beau monde et on se demande comment ils vont tous avoir leur place dans l'intrigue. Quand il est inspiré, le metteur en scène aux origines indiennes est

un vrai bon directeur d'acteurs. C'est la première fois que Gael Garcia Bernal entre dans son univers. Il n'aura aucun mal à se fondre dans le décor avec son talent, même si on ne le voit pas souvent dans du cinéma américain que l'on peut qualifier de mainstream. Ce film, sans titre, était annoncé pour juillet 2021, avant qu'Universal ne décide de le décaler à l'année suivante. Le studio va attendre de voir comment se profile le tournage espéré avant la fin de l'année pour décider quand distribuer le film.

R.C

Brèves

Grey's Anatomy : la saison 17 abordera le coronavirus

Seize saisons. Et bientôt une dix-septième. La série lancée en 2005 narre la vie d'un hôpital de Seattle. Le personnage de Meredith Grey (Ellen Pompeo) agit comme principal centre d'intérêt mais c'est toute une galerie de caractères différents qui va se développer autour d'elle. Comme dans toutes les séries très longues, des nouveaux remplacent les anciens, des événements importants interviennent et les téléspectateurs se sont accrochés aux docteurs de cet établissement. Lors du panel Q&A sur le streaming: Comfort TV That Keeps Us Going (via Entertainment Weekly), la productrice Krista Vernoff a donné des nouvelles informations sur la saison 17. Elle n'a pas pu commencer son tournage à cause de la crise sanitaire et ce retard va tout changer puisque le scénario va inclure le coronavirus dans la trame principale. Les scénaristes ont rencontré des médecins qui peuvent apporter leur témoignage sur la crise actuelle. Une pratique qui est habituelle dans le cadre de la série et qui trouve encore plus de sens en cette année spéciale : J'ai le sentiment que notre émission a une opportunité et une responsabilité de raconter certaines de ces histoires. Il n'y a pas moyen de faire une émission médicale aussi longue sans parler de l'histoire médicale de nos vies. Reste à savoir comment cet élément en particulier va s'incorporer dans la mécanique de Grey's Anatomy. L'hôpital va-t-il être placé dans le feu de l'action avec le vrai coronavirus qui fait affluer les patients ? L'intrigue se déroulera-t-elle pendant la crise (qui est d'ailleurs toujours très vigoureuse aux USA) ou est-ce que l'influence se sentira davantage en périphérie ? Parce qu'avant que tout ça ne se passe, les scénaristes avaient une autre direction en tête et elle doit entrer en osmose avec cette nouvelle intention. La saison 17 n'a pas encore de date de lancement. Avec le retard emmagasiné, une diffusion en fin d'année 2020 peut rester envisageable mais on craint que 2021 soit une échéance plus réaliste. On rappellera que la saison 16 avait été amputée de quatre épisodes à cause de la pandémie.

R.C

Disney reporte les sorties de ses blockbusters Mulan, Avatar et Star Wars

Cascades de mauvaises nouvelles pour Disney. Les sorties du film à gros budget Mulan, ainsi que des futurs volets des sagas Star Wars et Avatar ont été décalées jeudi par le studio, pandémie de coronavirus oblige. Déjà repoussée à deux reprises, la dernière fois au 21 août, la sortie de la version en prises de vue réelles du célèbre dessin animé Mulan a cette fois été reportée à une date non précisée. Dans le même temps, Disney a annoncé que le calendrier de sortie des futurs épisodes des sagas Star Wars et Avatar était décalé d'un an. Le deuxième volet d'Avatar sortira donc en décembre 2022 et le dixième épisode de Star Wars en décembre 2023, plutôt qu'en 2021 et 2022 respectivement. Les sorties seront ensuite échelonnées tous les deux ans, Avatar en 2024, 2026 et 2028, Star Wars en 2025 et 2027. Dans un message posté sur son compte Twitter, James Cameron, a expliqué que ce report était dû à des retards dans le calendrier de production. Si la production a bien démarré, avec retard, en Nouvelle-Zélande pour les prises de vues réelles, le travail d'effets spéciaux, prévu à Los Angeles, n'a toujours pas démarré, pour cause de pandémie.

R.C

La remise du prix Wepler 2020 avancée

Le prix Wepler-Fondation La Poste, qui d'habitude clôt la saison des prix littéraires, avance sa date de proclamation. Il sera remis le 2 novembre, juste avant le Festival de la Méditerranée, le Renaudot et le Goncourt (d'ores et déjà fixé au 10 novembre). Seul le Grand prix du roman de l'Académie française, parmi les grands prix d'automne en lit-

térature adulte, sera décerné avant. La sélection du Wepler sera annoncée dans la semaine du 7 septembre. Comme chaque année, le jury a été renouvelé, constitué de libraires associés, de critiques et de fins lecteurs dont une détentue du centre pénitentiaire de Rennes. Grâce à la Fondation La Poste, le Wepler est doté d'une somme de

10000 euros et de 3000 euros pour la mention spéciale qui récompense l'excès, l'audace, la marge et l'érudition. En 2019, le prix avait récompensé Lucie Taïeb pour Les Echappées et Bruno Remy pour avoir décroché la mention spéciale pour Le monde horizontal.

R.C

TÉLÉ

CANAL+ Galveston

21h00



En 1988, à la Nouvelle Orléans, Roy, qui vient d'apprendre qu'il est atteint d'un cancer du poumon à un stade avancé, retourne aussitôt à ses affaires.



Section de recherches

21h05



Martin Bernier et ses équipiers enquêtent sur la disparition de trois personnes de la famille Delille.

W9 Scorpion

21h00



L'ingénieur en chef du Conseil de l'énergie nucléaire sollicite l'aide de l'équipe pour consolider un réacteur nucléaire instable à Tchernobyl (Ukraine).

C STAR Chicago Fire

21h00



Un incendie se déclare dans une usine qui renferme de nombreux produits inflammables.

VISION



france-2 C'est tout pour moi

21h05



Lila rêve de devenir danseuse. Malgré la désapprobation de son père, elle se rend à Paris pour passer des castings.

france-3 Commissaire Montalbano

21h05



Alors que les migrants affluent quotidiennement sur les côtes siciliennes, Montalbano doit résoudre une affaire.

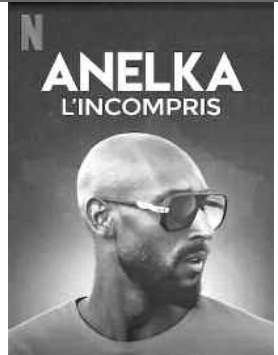


Capital



Frais, sain, savoureux : enquête sur les recettes à succès de l'été.

Anelka L'Incompris : une bande-annonce de son documentaire dévoilée



Netflix vient de publier une nouvelle bande-annonce de "Anelka : l'incompris" sur son compte Twitter. Le documentaire sur le joueur de foot français se précise avec ces nouvelles images qui dévoilent quelques éléments de l'histoire.

D'une durée de 1h34, ce film documentaire est réalisé par Frank Nataf et Arnaud Ramsay. Les deux hommes ont filmé cette aventure de 2013 à 2019. Ils ont rencontré de nombreuses personnalités du monde du football comme Paul Pogba, Patrice Evra, Didier Drogba, Thierry Henry ou encore Arsène Wenger. Mais ils ne seront pas les seuls à apporter leurs commentaires puisque d'autres personnalités publiques comme Omar Sy ont également participé au documentaire.

Anelka : L'Incompris reviendra sur le passage de Nicolas Anelka au Real Madrid, sur l'épisode de la quennelle, sans oublier ses années à Arsenal. Le documentaire va également revenir sur les événements de la Coupe du Monde en Afrique du Sud. Cette nouvelle bande-annonce dévoile des éléments nouveaux. Nicolas Anelka sera lui aussi dans le film pour présenter sa propre version des faits. Le documentaire sera agrémenté de nombreuses images d'archives. Né en 1979, il devient très vite la nouvelle coqueluche du football de la fin des années 1990. Il est propulsé au rang de star lorsqu'il signe avec Arsenal, alors seulement âgé de vingt ans.

Anelka connaît par la suite une carrière contrastée. Il joue avec les plus grands clubs d'Europe, de Manchester City, à Chelsea en passant par le Real Madrid. Avec l'équipe de France, il cumule 69 sélections, et remporte le Championnat d'Europe en 2000. Mais sa carrière est également ponctuée de quelques polémiques, à l'image de la Coupe du monde 2010 et de la fameuse mi-temps d'un match contre le Mexique... Anelka : L'Incompris sera disponible sur Netflix dès le 5 août prochain.

Quotidien National d'Information
Edité par Sarl NATION EDITION
Capital social de 1000 000,00 DA

Directeur général, Responsable de la Publication

Omar ATTIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

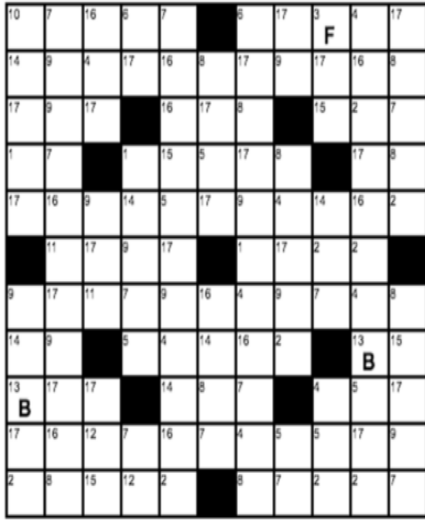
Pour toutes vos publicités, contacter ANEP, 1 rue Pasteur Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger
Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

Mots placés N° 09



Insolite

A Venise, les touristes sont désormais trop gros pour les gondoles

Parce qu'elle a constaté que ces visiteurs étaient de plus en plus lourds, la Cité des Doges a récemment décidé de réduire de six à cinq le nombre de passagers autorisés à embarquer sur ses gondoles en raison... de leur surpoids.



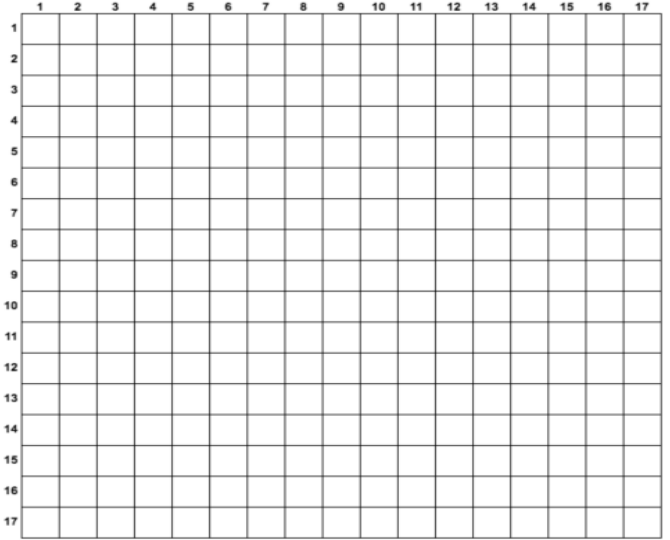
parada" (de parade), service municipal dédié à la traversée du Grand Canal, seules 12 personnes (contre 14) seront autorisées à y accéder en même temps.

"Les touristes eux aussi sont désormais en surpoids et lorsqu'elle est pleine, l'embarcation s'enfoncé et prend l'eau", explique dans le quotidien La Repubblica Raoul Roveratto, président des gondoliers remplaçants.

"Avancer avec plus d'une demi-tonne mobile à bord est dangereux", ajoute-t-il. Le conseil municipal a également prévu d'augmenter le nombre de licences accordées à des gondoliers, qui passe de 433 à 440, auquel s'ajoutent 180 remplaçants. Selon le nouveau règlement, cette licence pourra se transmettre au sein d'une même famille, sans que le nouveau titulaire ne doive passer d'examen, à condition qu'il puisse attester d'une expérience de quatre ans de navigation sur la gondole familiale. Longtemps privés de visiteurs pour cause de crise sanitaire, et après la crue historique de fin 2019 qui avait déjà porté un coup au tourisme, les gondoliers ont vu leur activité chuter drastiquement au cours des derniers mois.

Parce qu'elle a constaté que ces visiteurs étaient de plus en plus lourds, la Cité des Doges a récemment décidé de réduire de six à cinq le nombre de passagers autorisés à embarquer sur ses gondoles. Parce qu'elle a constaté que ces visiteurs étaient de plus en plus lourds, la Cité des Doges a récemment décidé de réduire de six à cinq le nombre de passagers autorisés à embarquer sur ses gondoles. "Il y a le poids moyen par touriste mais aussi le fait que les eaux des canaux sont de plus en plus agitées par le trafic des bateaux à moteur", tempère Roberto Luppi, ancien président des gondoliers de Venise. Ce dernier a précisé que la mesure adoptée par les édiles de la Sérénissime n'a pas pour but de d'accroître les gains des gondoliers mais bien de soulager leur travail en facilitant la manoeuvrabilité de leurs célèbres barques noires, pour plus de sécurité pour leurs clients. "Lorsqu'elle est pleine, l'embarcation s'enfoncé et prend l'eau" Adopté début juillet en conseil municipal, un nouveau règlement dispose que désormais seules cinq personnes, au lieu de six jusqu'ici, seront autorisées à monter à bord d'une gondole "da nolo" (embarcation traditionnelle de location privée). Quant aux gondoles de grande dimension dites "da

Grille muette N° 11

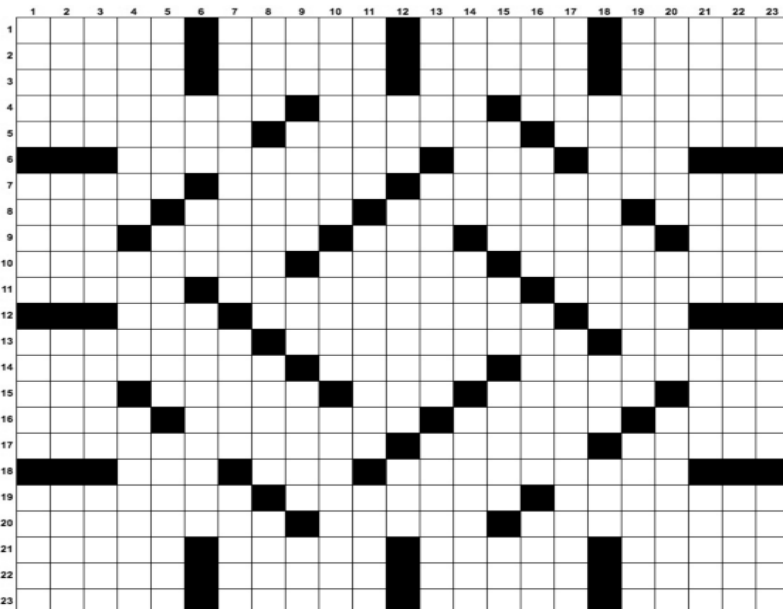


Horizontalement

- Capacité de choisir (autre chose que sa voiture).
- Travaillera à la machine.- Entretient un sentiment néfaste.
- Dépôt qu'a la dent.- Pour dire légèrement papier, quand il est brillant.- Peut être du génie ou du train.
- Animal aussi connu pour son jeu.- Pour faire des doublures.- Canton de mots croisés.
- Personnification de la terre.- Oiseaux réputés pour leur couleur.- Pour dire de ce côté.- Un peu trop ou pas assez vache.
- Commence à envier.- Plante vivace à fleurs roses ou violettes.- Souvent bien pour un oui ou pour un non.
- Enregistrera sur son disque dur.- Fit traîner en longueur.
- Participe à la lecture.- Marquer de veines.- Le premier de la course.
- Pour lui.- Voie bordée de maisons.- Atome chargé.- Trois lettres pour un mois.- A été amusé.
- Utilise en musique.- Fin de procédure.- Commencement d'une nouvelle ère.
- Fulgineuse.- Qui n'affecte pas l'ensemble d'une fonction.
- Absolument pas cachée.- Transvasera dans le récipient de départ.- Précédé de deux autres.
- Pour indiquer la grande rue.- Crochet.- Coûté.- Un dieu.
- S'harmonisera.- Mesure de six pieds.- Lettre.
- Lit d'un ruisseau.- Utilise de façon prolongée.- Groupe de grands arbres.
- Équilibra.- Groupe de personnes.
- Choisiraient.

Verticalement

- Pour qui les employés participent aux comptes.
- Détruisaient à force d'utiliser.- Travail de broderie.
- Nécessite quatre épingles pour indiquer la perfection.- Quand il est au vent, il est feuilleté.- Rigole.- Le côté bas du cours.
- Possèdent.- Nettoyer en raclant.- Étendue de terre.
- Qui fait sentir le pétrole.- Poison.
- Point de départ d'une chronologie.- Indulgences.- Levant.
- Certainement tienne.- Essayera.- Petit animal ressemblant à un serpent.- Paresseux.
- A la sens de l'or.- Macérée avant la cuisson.- Indication d'alternative.
- Décontracta.- Pièce de vaisselle.- Fruit de la vengeance.
- Ancienne note.- Rendues moins brillantes.- Pronom.
- Arbre.- Propose à la lecture pour tous.- À qui on peut donner une bonne leçon.- Saint.
- Possessif, mais adjectif.- Expulsera brusquement par la bouche.- Métal.
- Commencer, sans forcément sentir le pétard.- Fit des opérations.
- Comme lui... pareil.- Comestible, mais indigeste au cinéma.- Tézigue.
- A l'encontre de la règle.- Pour une répétition.- S'esclaffe.- Préparation à base de farine.
- Mammifères de cirque... ou de mer.- Traduction d'un texte ancien.
- Feraient passer en premier l'intérêt du pays.



Mots croisés grille N° 12

Horizontalement

- Bons pour le service.- Plaine d'Amérique.- Face étroite d'un objet.- Grande épée droite.
- Egaré.- Boule de neige.- Ventilateur.- Bondit.
- Solliciter.- Faible illumination.- Sans surprise.- Descendues.
- Eblouissants.- Mesure de capacité.- Représentation de la parole.
- Chargeait.- Groupe de personnes (7 à la base).- Puniras.
- Qui se complait dans des propos licencieux.- Eux.- Pieu aiguisé.
- Dont l'emballage a été calculé.- Plié.- Scintillera.
- Services sans retours.- Menée à son terme.- Lancerait les pieds.- Petit gris.
- Céans.- At-trape-nigaud.- Support de soc.- Divisions de pièce.- Cachas.
- Plante dont on utilise la racine pour préparer une boisson.- Marqua d'un signe.- Carburant d'avion.
- Stable.- Assistons.- Personnes rusées.
- Très bon coup de tennis.- Pas toujours, et même presque jamais, ovni.- Zébrée.- Conspuer.
- Prendriez comme par-tenaire.- Sans religion.- Jus de fruits cuits avec du sucre.
- Hauteur de la voix.- Région du Sahara.- Renvoyer poliment.
- Friser des draps.- Doux et brillants.- Débauchés à l'aide d'un rayon.
- Assassin.- Essayer.- Qui concerne la reproduction.
- Garantir un emprunt.- Diagnostic d'une situation.- Interdit.- Substance dans l'écorce.
- Arrivé.- Récente.- Rigolons.- Pierre précieuse.
- Alerte.- Repas du nourrisson.- Sur divers niveaux.- Désavantages.

Verticalement

- Contrôle de la présence.- Forêt qui borde la toundra.- Pousse à bout.- Mets particulièrement délicieux.
- Manque à gagner.- Crise, quand c'est de folie.- Imaginés.- Plante mexicaine.
- Petits groupes.- Rognois.- Appareils de gymnastique.- Robes de cérémonies.
- Pas de budget dentifrice.- Couvre chef.- Cui-rent.
- Flotte.- Grand bassin.- Qualifie une petite portion.
- Mine.- (se) Se remit.- Rom-pue.
- Spécialistes des affaires d'état.- Rendue moins dense.- Regimbant.
- Excès.- Côtées.- Qui est à l'étroit.- Foule pressée.
- En pain.- Qui tombe d'en haut.- Direction d'un navire.- Déclins des jours.- Fut obligé.
- Groupement humain.- Fausse note.- En désaccord.
- Partie postérieure.- Coiffez.- Palpée.
- Aire.- Divertissant.- S'es-claffe.
- Canalisé.- Impressions de bien-être.- Entre profondément.
- Transmission des caractères spécifiques.- Au parfum de badiane.- Avancerait sur l'eau.
- Mesure agraire.- Sélectionnera.- Possessif.- Gros ros serpent.
- Masse durcie.- Café-restaurant.- Zozoter.- Instrument de percussion.
- Machins.- Sommer à comparaître.- Restée sans rien dire.
- Rapporterez.- Grande ouverte.- Atome chargé.
- Propre à une saison.- Qui retentissent.- Qui sert à la reproduction.
- Fit de petits bonds.- Plein.- Succes-sion.
- Pro du crime.- Greffer.- Ancêtre.- Maisons de santé.
- Retranchera.- Re-prise.- De naissance.- La crème de la société.
- Entrés dans ce jeu.- Petites baies.- Privé d'allaitement.- Courroies fixées au harnais.

Le moudjahid Kaddour Rayan, l'un des fondateurs de la radio secrète algérienne "Sawt el Djazair el Hourra el moukathira" (la Voix de l'Algérie libre et combattante), créée le 16 décembre 1956 au Maroc, est décédé, hier, à l'âge de 65 ans, a-t-on appris auprès de la direction des Moudjahidin à Laghouat. Le défunt qui a consacré sa vie au service de la patrie, a rejoint les rangs des moudjahidin, dès le déclenchement de la révolution nationale, avant de se rendre au Maroc pour se charger de la section technique de la radio secrète algérienne. Après l'indépendance, feu Kaddour Rayan a poursuivi son parcours professionnel dans le secteur des médias, en occupant plusieurs postes de responsabilité, avant d'être mis à la retraite. Il est considéré comme une référence dans nombre de recherches scientifiques et académiques historiques inhérentes aux périodes coloniale et post-coloniale.

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
03:59	12:45	16:43	20:02	21:42

Météo

Alger	● 35	Tizi Ouzou	☁ 34
Tiaret	● 36	Béjaïa	● 31
Constantine	● 35	Oran	☁ 35

ACCIDENTS DE LA ROUTE

11 personnes
décédées et 360
autres blessées
en 48 heures

Onze (11) personnes sont décédées et 360 autres blessées dans des accidents de la route enregistrés durant les dernières 48 heures à travers le territoire national, indique un bilan rendu public samedi par la Protection civile. Les secours de la Protection civile ont effectué du 23 au 25 juillet 2020 (bilan arrêté samedi



à 8h du matin), 240 interventions suite à plusieurs accidents de la route à travers plusieurs wilayas, ayant causé le décès à 11 personnes et des différents blessures à 360 autres, précise la même source. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya

de Laghouat avec deux (02) personnes décédées et 04 autres blessées suite à une collision entre 02 véhicules légers survenue sur la RN 23 au lieu dit zone El Djedr commune de Oued Merra.

CULTURE

Création de
l'association
algérienne des
scénaristes

L'association algérienne des scénaristes, comptant des professionnels de 15 wilayas, a récemment vu le jour à Alger, a indiqué un communiqué de cette instance. "Première du genre" en Algérie, cette association se veut "un espace pour les épris de l'écriture scénaristique en vue d'échanger des expériences et des connaissances et percer dans ce domaine", a-t-elle

précisé. L'objectif étant d'"offrir un espace culturel et intellectuel avec des partenaires partageant les mêmes aspirations et idées pour promouvoir cet art considéré comme le fondement, voire même l'âme de toute œuvre cinématographique ou télévisuelle", souligne le communiqué. L'association algérienne des scénaristes se propose de "découvrir et d'orienter les talents, d'organiser des sessions de formation et de forger les compétences techniques en matière d'écriture de scénarii", tout en œuvrant à "jeter des ponts avec les instances en rapport avec les scénaristes à l'instar des chaînes télévisées, des établissements de production audiovisuelle et de l'Office national des droits d'auteurs et des droits voisins (ONDA)", a conclu le communiqué.

AID EL ADHA :

La prière de l'Aïd accomplie
à domicile individuellement
ou en groupe

La Commission ministérielle de la fatwa a émis, vendredi, une fatwa sur la prière de l'Aïd El Adha qui doit être accomplie à domicile, en groupe ou individuellement sans prêcher (Khotba), et ce une demie heure après la levée du soleil, soulignant que l'égoïsme des bêtes de sacrifice doit se faire après l'accomplissement de la prière. La commission a invité les mosquées à diffuser "le takbir" (évocation d'Allah) et le tasbeeh via les haut-parleurs pour préserver cette tradition et perpétuer cette pratique religieuse, et répandre la joie et le bonheur en cette journée de fête religieuse". "Se

concurrencer dans la réalisation des actes aimés et recommandés fait partie des grands actes en ces jours de Dou Al Hijja à travers notamment le renouvellement du repentir, el Istighfar (imploration de pardon), la tolérance, la cohésion, la récitation du Coran, le Dhikr et le Takbir en sus de l'aumône et le jeûne le jour de Arafat", a rappelé la commission. Par cette occasion, la commission a plaidé pour le "respect des gestes barrières pour un Aïd sans contamination, dont le respect des mesures d'hygiène et de sécurité outre la désinfection des outils d'égoïsme".

ALERTE À LA CANICULE

La Protection civile recommande
des mesures préventives

La direction générale de la Protection civile, qui a mis en alerte les unités d'intervention, a exhorté les citoyens à observer les mesures préventives pour éviter les effets de la canicule qui touche plusieurs wilayas du pays, notamment en cette période de propagation de la Covid-19, indique samedi la Protection civile dans un communiqué. La Protection civile appelle les citoyens à

ne pas s'exposer au soleil en particulier les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques ainsi que les enfants, et à fermer les volets et les rideaux des façades exposées au soleil et les ouvrir la nuit pour laisser pénétrer la fraîcheur. Elle conseille les citoyens à provoquer des courants d'air dans tout le bâtiment dès que la température extérieure est plus basse que la température intérieure, à se rafraîchir régulièrement en prenant des douches ou à l'aide d'un brumisateur, ou mouiller son corps et se ventiler. d'éviter les endroits confinés et baisser ou éteindre les lumières électriques ainsi que d'éviter de se déplacer pendant cette période, sauf en cas de nécessité.

La Protection civile recommande également aux citoyens de se déplacer tôt le matin ou tard le soir, en particulier dans les wilayas intérieures, à rester à l'ombre dans la mesure du possible et à ne pas s'exposer en plein soleil. "Si vous devez sortir, portez votre barette, portez un chapeau, des vêtements légers (en coton) et amples, de préfé-

rence de couleur claire", conseille cette source, qui appelle à éviter les activités extérieures nécessitant des dépenses d'énergie trop importantes (sports, jardinage, bricolage, etc.).

La Protection civile appelle à ne pas se baigner au niveau des réserves d'eau (barrage, retenue collinaire, mare d'eau et bassin d'eau) et à ne pas fréquenter les plages, étant interdites par mesure de sécurité suite à la pandémie du coronavirus (Covid19).

"Pensez à aider les personnes dépendantes (nourrissons et enfants, personnes âgées, malades) en leur proposant régulièrement de l'eau", conseille encore la Protection civile, qui recommande aux conducteurs n'ayant pas l'air conditionné dans leur véhicule, d'éviter d'effectuer des longs trajets au cours de la journée et de les programmer en soirée ou la nuit.

Les citoyens sont appelés également à rester dans les endroits frais et à l'ombre, et à ne jamais laisser les enfants seuls à l'intérieur d'un véhicule.

R.N

PROTECTION CIVILE

69 décès par noyade depuis
le 1 juin 2020

Soixante-neuf (69) cas de décès par noyade ont été enregistrés depuis le début de la saison estivale, indique hier la Protection civile dans un communiqué. Le nombre de personnes ayant perdu la vie noyées en mer et dans des réserves d'eau s'élève à 69 cas depuis le 1 juin 2020, précise-t-on. Dans ce cadre, la Protection civile fait état de trois (03) cas de décès dans les réserves d'eaux enregistrés durant les dernières 48 heures. Dans la wilaya de Sidi Bel Abbes,

les corps sans vie de deux (02) jeunes hommes d'une même famille, âgés respectivement de 26 et 20 ans, ont été repêchés. Les deux victimes sont décédées noyées dans un barrage dénommé Sarnou au lieu dit village Dalahim commune de Sidi Hamadouche daïra Ain El Berd. A Souk Ahras, un enfant âgé de 09 ans s'est noyé dans une mare d'eau, au lieu dit oued Melague commune Oued Kebrit, dans la wilaya de Souk Ahras.

EL-TARF

Réaménagement des horaires du
confinement pour deux communes

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a annoncé samedi dans un communiqué le réaménagement des horaires du confinement partiel à domicile dans deux (02) communes de la wilaya d'El-Tarf, de 19h00 au lendemain 05h00 et ce, pour une période de 10 jours. Cette mesure, décidée conséquemment à l'évolution de la situation épidémiologique dans cette wilaya, concerne les communes d'El Kala et de Choit, précise la même source. Ce confinement partiel, entré en application vendredi, impliquera pour les communes suscitées un arrêt total de l'ensemble des activités com-

merciales, économiques et sociales y compris la suspension du transport des voyageurs et la circulation des voitures. Cette mesure intervient "en application des dispositions du décret exécutif 20-168 du 29 juin 2020 portant prorogation du confinement partiel à domicile et renforcement du dispositif de lutte contre l'expansion de la Covid-19, notamment son article 3 obligeant Mesdames et Messieurs les Walis, lorsque la situation sanitaire l'exige, de procéder au confinement partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs localités, communes ou quartiers connaissant des foyers ou des clusters de contamination", a conclu le communiqué.

LAC NOKOUÉ (BÉNIN)
Quatre morts
suite au
chavirement
d'une barque

Quatre personnes ont trouvé la mort suite au chavirement d'une barque motorisée vendredi sur le lac Nokoué à Cotonou, capitale économique du Bénin, selon des médias locaux citant des sources auprès du Groupement d'intervention sous-marine des Sapeurs-Pompiers du pays. "Il y avait 12 personnes à bord dont deux enfants de deux ans. Nous sommes arrivés à repêcher huit personnes dont deux enfants et 6 adolescents", a expliqué le commandant Gérard Boton Faton, responsable du groupe d'intervention, ajoutant que cette barque était en partance pour Houédogbadji, localité lacustre de la commune de So-Ava. Il a également affirmé que les fouilles ont permis à ces collaborateurs de repêcher les corps sans vie de quatre autres adolescents dont les âges varient entre 9 et 20 ans. "Le naufrage de l'embarcation a été provoqué par le vent, souvent violent en ces temps de crue", a-t-il souligné.

CÔTE D'IVOIRE

Au moins 15 morts dans
un accident de la circulation

Un accident de la circulation impliquant un minibus et un camion-remorque a fait au moins 15 morts et plusieurs blessés vendredi près de Niakara, au nord du pays, ont rapporté vendredi des témoins. Le minibus de transport interurbain en provenance de Korhogo pour Bouaké a violemment percuté l'arrière du camion-remorque en stationnement sur la chaussée du fait d'une panne mécanique. Les victimes sont prin-

cipelement les occupants du véhicule de transport. Les témoins indiquent que l'excès de vitesse du minibus et l'absence de signalisation de la présence du gros camion en panne sur la chaussée, sont les causes du choc mortel entre les deux engins. L'imprudence des conducteurs et la dégradation des voies constituent les principales causes des accidents de la circulation qui surviennent de manière récurrente en Côte d'Ivoire.